



Assemblée générale

Distr. générale
2 septembre 2022
Français
Original : anglais et français

**Comité exécutif du Programme
du Haut-Commissaire**
Soixante-treizième session
10-14 octobre 2022
Point 6 de l'ordre du jour
**Examen et adoption du
Budget-programme de 2023**

Budget-programme de 2023 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés¹

Rapport du Haut-Commissaire

Résumé

Le présent rapport récapitule les besoins budgétaires de 2023 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relatifs aux programmes nationaux et régionaux, au Siège et aux programmes globaux, évalués à 10 211,3 millions de dollars E.-U. Il présente le budget-programme actuel de 2022 au 31 mai 2022, s'élevant à 10 534 millions de dollars E.-U. Ce chiffre représente la somme du budget-programme initial de 2022 d'un montant de 8 993,7 millions de dollars E.-U., approuvé en octobre 2021 par le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire (Comité exécutif) à sa soixante-douzième session plénière, et des budgets supplémentaires de 2022, d'un montant de 1 540,3 millions de dollars E.-U. pour satisfaire les besoins humanitaires et de protection exceptionnels liés aux situations en Afghanistan, au Cameroun et en Ukraine.

Le Haut-Commissaire autorise l'allocation de fonds pour l'exécution des programmes et des projets en fonction des fonds disponibles.

Les annexes contiennent d'autres informations générales et un projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme, devant être examiné et adopté par le Comité exécutif.

¹ Conformément à la décision du paragraphe 19 du document [A/71/12/Add.1](#), le présent document n'est pas régi par la norme de soumission des documents officiels, et n'est donc pas concerné par la distribution simultanée.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Projet de budget de 2023	3
A. Introduction	3
B. Cadre de planification	4
C. Analyse des performances antérieures et actuelles	6
D. Principales initiatives	13
E. Budget-programme de 2023	15
II. Activités programmées.....	30
A. Programmes nationaux et régionaux.....	30
B. Siège et programmes globaux.....	34
III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.....	39
A. Personnel	39
B. Personnel associé.....	41
Annexes	
I. Tableaux 1 à 6	42
II. Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme de 2022.....	66
III. Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR entre 2021 et 2023 – par type de population, région et année.....	74
IV. Structure organisationnelle du HCR au 31 mai 2022	75
V. Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme	77

I. Projet de budget pour 2023²

A. Introduction

1. Le mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) figure dans les résolutions de l'Assemblée générale n° 319 (IV) et n° 428 (V), portant Statut de l'Organisation. Le HCR est chargé, entre autres, d'assurer la protection internationale des réfugiés et de trouver des solutions permanentes à leurs problèmes³.

2. Le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire examine et approuve les programmes et les budgets du HCR, conformément à ses termes de référence adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies (1166 (XII)) et le Conseil économique et social (672 (XXV)). Le Comité exécutif fonctionne comme un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et son rapport est présenté à l'Assemblée générale comme additif au rapport annuel du Haut-Commissaire.

3. De par son Statut et les résolutions subséquentes de l'Assemblée générale ainsi que les conclusions du Comité exécutif, le HCR s'occupe des personnes retournées (A/RES/40/118), des apatrides et des personnes exposées au risque d'apatridie (A/RES/50/152)⁴. L'Assemblée générale a également autorisé le HCR, dans certaines situations, à fournir l'assistance humanitaire et à accorder la protection aux déplacés internes (A/RES/48/116).

4. Le travail du HCR est aussi guidé par le Pacte mondial sur les réfugiés. Approuvé en décembre 2018 par l'Assemblée générale (A/RES/73/151), le Pacte mondial sur les réfugiés fournit un cadre permettant un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités, étant donné qu'une solution durable aux problèmes des réfugiés ne peut être réalisée sans la coopération internationale. Il vise à alléger la pression que subissent les pays d'accueil, à renforcer l'autonomie des réfugiés, à élargir les solutions dans des pays tiers et à favoriser les conditions d'un retour sûr dans les pays d'origine.

5. L'Organisation est redevable envers les personnes qu'elle sert, et est engagée à les inclure dans la prise des décisions influant sur leurs vies. En appliquant des approches permettant de veiller à ce que les facteurs comme l'âge, le genre et la diversité éclairent l'élaboration des plans et programmes, le HCR s'efforce aussi de veiller à ce que toutes les personnes relevant de sa compétence jouissent à égalité de leurs droits. Enfin, le travail en partenariat avec divers acteurs comme les organisations internationales et régionales, les partenaires du développement, les institutions financières, les organisations non gouvernementales et le secteur privé est un aspect essentiel des efforts de l'Organisation.

6. Le projet de budget-programme de 2023 doit être lu en rapport avec le projet de budget-programme des Nations Unies pour 2023, titre VI relatif aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires, chapitre 25 sur la protection internationale, les solutions durables et l'assistance aux réfugiés⁵. Après l'approbation par le Comité exécutif du budget-programme de 2023, un appel global sera lancé aux fins de collecte de fonds. Pendant la période d'exécution, le Haut-Commissaire peut établir des budgets supplémentaires financés par des appels additionnels.

² Budget de 2023 devant être présenté au Comité exécutif pour approbation à sa soixante-treizième session en octobre 2022.

³ Selon l'article 35 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967, le HCR joue un rôle de supervision. Plusieurs instruments régionaux sont également applicables.

⁴ Ce rôle est prévu dans la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et dans la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

⁵ Voir le document A/77/6 (chap. 25).

B. Cadre de planification

1. Méthodologie budgétaire

7. Les besoins budgétaires du HCR sont déterminés selon une approche ascendante par laquelle les opérations procèdent à une évaluation participative globale des aspirations et des besoins humanitaires et de protection des personnes qu'il sert, à savoir entre autres les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes, les apatrides ou les personnes retournées. L'impact ultime et les résultats visés par les plans axés sur les besoins sont déterminés sur la base de cette évaluation, en consultation avec diverses parties prenantes. Plusieurs facteurs sont pris en compte pour mettre au point ces plans : le nombre estimé des personnes que le HCR sert et les mouvements de populations ; la capacité d'exécuter les activités programmées pendant une période de planification de 12 mois, soit directement soit par des partenaires ; la présence et le niveau d'implication d'autres acteurs ; le contexte sécuritaire et environnemental ; les investissements de capitaux nécessaires pour les infrastructures ; les moyens les plus rentables de réaliser les résultats visés ; et le niveau d'engagement et de responsabilité du HCR dans la réponse interinstitutions aux déplacements. Les hypothèses de planification sont basées sur les scénarios les plus susceptibles de se réaliser. Les plans basés sur les besoins sont regroupés au plan régional et mondial pour préparer le budget-programme du HCR.

8. L'impact et les résultats globaux attendus de l'exécution du projet de budget-programme sont mentionnés dans le cadre global des résultats du HCR, pris en charge par COMPASS qui est le système de planification axée sur les résultats, de budgétisation, de contrôle et d'établissement de rapports de l'Organisation. Les Orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026⁶, définies par le Haut-Commissaire et liées au cadre global des résultats, ont joué un rôle important dans la planification pour 2023. Le Haut-Commissaire a attiré l'attention sur huit domaines d'intérêt nécessitant des efforts collectifs pour améliorer la vie des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes retournées, des apatrides et, dans beaucoup de situations, des déplacés internes (ci-après dénommées personnes relevant de la compétence du HCR)⁷. Si nécessaire, les Orientations stratégiques et leurs huit domaines d'intérêt ont été repris dans les plans nationaux et régionaux des opérations à travers le monde.

2. Structure budgétaire : composantes du budget, catégories de dépenses et cadre global des résultats

9. Le projet de budget-programme est structuré et présenté autour des trois éléments suivants : composantes budgétaires, catégories de dépenses et résultats.

a) Les composantes budgétaires comprennent le Siège, les programmes globaux et les programmes nationaux et régionaux. La composante Siège se rapporte au travail effectué par les divisions et entités à Budapest, Copenhague, Genève et New York. Ce travail consiste à fournir des orientations stratégiques, de l'appui administratif et de l'assistance managériale et de programme aux opérations. Les programmes globaux sont constitués de diverses activités gérées par les divisions sur l'engagement global et les priorités stratégiques ainsi que les services d'appui opérationnel. Ces activités se déroulent, soit dans les opérations-pays, soit au niveau des sept bureaux régionaux au profit des opérations-pays.

b) Les catégories de dépenses comprennent les dépenses de programme, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses de gestion et d'administration. Les dépenses de programme désignent les dépenses engagées au niveau national et dans les bureaux régionaux, liées aux activités, projets et programmes. Les dépenses d'appui aux programmes sont celles effectuées pour concevoir, formuler, diriger, administrer et évaluer les programmes au Siège, au sein des bureaux régionaux et dans les opérations-pays. Les dépenses d'administration et de gestion sont indispensables pour assurer la direction et la gestion de l'Organisation, concernant notamment la direction exécutive, l'évaluation, le contrôle, les technologies de l'information et l'administration au Siège.

⁶ Disponible à <https://reporting.unhcr.org/strategic-directions-2022-2026>.

⁷ Ibid.

c) Le cadre des résultats du HCR comprend les domaines d'impact, les domaines de réalisation, les domaines favorables et les produits. Les domaines d'impact représentent les effets ultimes attendus des efforts du HCR. Ils indiquent comment opérationnaliser le mandat du HCR consistant à protéger et assister les personnes relevant de sa compétence, et trouver des solutions en leur faveur. Ils visent à : i) créer un environnement de protection favorable (protéger) ; ii) préserver les droits dans des milieux sûrs (répondre) ; iii) responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes (responsabiliser) ; et iv) trouver des solutions (résoudre). Le cadre global des résultats comprend 16 domaines de réalisation, qui représentent les principaux domaines du travail du HCR et illustrent sa contribution à la garantie des droits. Parmi ces domaines de réalisation, plusieurs contribuent à l'atteinte des objectifs de développement durable, permettant ainsi au HCR de montrer sa contribution à l'Agenda 2030 pour le développement durable. En outre, cinq domaines favorables englobent le travail et les résultats de l'Organisation concernant la mobilisation des ressources, l'approvisionnement, le contrôle, la gestion des ressources, la gestion des politiques, l'appui aux organes de direction, les technologies de l'information, l'appui opérationnel, la formation et la gestion financière. Les produits, ou résultats directs du travail du HCR, sont spécifiques aux contextes. Ils sont conçus dans le cadre des plans individuels des pays, des régions et du Siège, et sont groupés dans les domaines de réalisation. Les principaux indicateurs permettent de suivre les progrès accomplis dans les domaines de réalisation et d'impact. Le HCR peut ainsi dire en quoi il crée une différence dans la vie des personnes qu'il sert.

3. Personnes relevant de la compétence du HCR

10. Le tableau I.1 ci-dessous présente le nombre de personnes prises en charge par le HCR en 2021, et les chiffres estimatifs en fin d'année pour 2022 et 2023. Les projections se fondent sur les scénarios de planification à jour, élaborés par les bureaux régionaux et les opérations. Elles reflètent l'évolution anticipée des situations, compte tenu de la taille actuelle de la population, de sa croissance moyenne, des éventuels mouvements et changements dans le statut des populations. Une répartition par type de population, région et année figure en annexe III.

Tableau I.1
Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR entre 2021 et 2023

<i>Personnes relevant de la compétence du HCR</i>	<i>(en milliers)</i>		
	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
	<i>Chiffre réel</i>	<i>Chiffre actuel</i>	<i>Chiffre estimé</i>
Réfugiés ^a	21 327	30 675	29 344
Demandeurs d'asile (cas en attente)	4 624	5 259	5 583
Personnes retournées (arrivées pendant l'année)	429	745	1 345
Personnes relevant du mandat du HCR sur l'apatridie ^b	3 065	4 918	5 074
Déplacés internes	51 323	61 123	61 154
Déplacés internes retournés (pendant l'année)	5 266	4 523	4 736
Autres personnes relevant de la compétence du HCR ^c	4 224	8 317	4 388
Vénézuéliens déplacés à l'étranger	4 406	5 405	5 583
Total	94 664	120 964	117 206

^a Les chiffres tiennent compte des personnes dans des situations semblables à celles des réfugiés.

^b En 2021, le chiffre ne tient pas compte des 1,3 millions de personnes qui sont aussi des personnes déplacées de force, pour qu'elles ne soient pas comptées deux fois.

^c Les chiffres d'autres personnes relevant de la compétence du HCR n'incluent pas les communautés d'accueil.

11. En fin 2021, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR a augmenté pour passer à 94,7 millions. Entre 2021 et 2023, ce nombre devrait augmenter de 22,5 millions, soit 24 %, pour se situer à 117,2 millions. La comparaison entre le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR en 2021 et leur nombre estimé pour 2023, par type de population, est faite ci-dessous.

a) Une augmentation est envisagée en 2023 pour toutes les populations, sauf les déplacés internes retournés. Cette population devrait diminuer dans les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, et Asie-Pacifique. Les augmentations les plus importantes devraient concerner les déplacés internes (9,8 millions), les réfugiés (8 millions) et les apatrides (2 millions).

b) Le nombre de déplacés internes devrait augmenter à cause de la situation en Ukraine. Dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, la situation humanitaire en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan continuera aussi d'être un facteur de déplacements internes.

c) Pour ce qui est des réfugiés, l'augmentation la plus importante devrait concerner l'Europe en raison de la situation en Ukraine. Une augmentation est également prévue pour la région Afrique occidentale et centrale à cause de situations d'urgence dans le Sahel et le lac Tchad.

d) Le nombre de demandeurs d'asile devrait augmenter, surtout dans les Amériques (Costa Rica, Mexique et Pérou) et en Asie-Pacifique (République islamique d'Iran).

e) En outre, le nombre de personnes retournées devrait augmenter, notamment dans la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, principalement au Burundi et au Soudan du Sud.

f) On s'attend à ce que le nombre d'apatrides augmente dans toutes les régions, sauf en Asie-Pacifique et en Europe. Une telle augmentation s'explique par une meilleure documentation en Afrique occidentale et centrale (République centrafricaine et Côte d'Ivoire) et en Afrique australe (Zimbabwe).

C. Analyse des performances antérieures et actuelles⁸

1. Performances antérieures au niveau mondial

12. Le tableau I.2 ci-dessous présente les budgets finaux, les fonds disponibles et les dépenses de 2012 à 2021.

⁸ Dans le présent document, les montants sont présentés dans les tableaux et figures en milliers de dollars des États-Unis et, sauf indication contraire, ont été arrondis au millième près. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux pourraient ne pas correspondre.

Tableau I.2
Budgets, fonds disponibles et dépenses de 2012 à 2021

(en milliers de dollars E.-U.)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<u>Budget, fonds disponibles et dépenses</u>										
Budget final	4 255 607	5 335 374	6 569 754	7 232 409	7 509 703	7 962 857	8 220 453	8 635 927	9 131 348	9 247 553
Fonds disponibles	2 593 847	3 234 135	3 603 099	3 706 762	4 410 812	4 510 043	4 710 322	4 826 213	5 403 551	5 153 271
Dépenses	2 357 710	2 971 825	3 355 409	3 294 815	3 967 096	4 083 352	4 226 254	4 415 291	4 837 666	4 917 975
<u>Analyse en termes de pourcentage</u>										
Fonds disponibles en pourcentage du budget	61%	61%	55%	51%	59%	57%	57%	56%	59%	56%
Déficit financier	39%	39%	45%	49%	41%	43%	43%	44%	41%	44%
Dépenses en pourcentage du budget final	55%	56%	51%	46%	53%	51%	51%	51%	53%	53%
Dépenses en pourcentage de fonds disponibles	91%	92%	93%	89%	90%	91%	90%	91%	90%	95%

13. Au cours des 10 dernières années (2012 à 2021), le budget final a augmenté en moyenne de 9,1 %, et les fonds disponibles et les dépenses en moyenne de 7,9 % et 8,3 % respectivement. Il en est résulté une augmentation de l'écart entre les besoins et les fonds disponibles. Le budget final de 2021 a augmenté de 1,3 % par rapport à 2020, en raison de nouvelles crises, de situations prolongées et de la pandémie de la COVID-19. Toutefois, les fonds disponibles ont diminué de 4,6 % tandis que le total des dépenses se situait à 4 918 millions de dollars E.-U., le déficit financier ayant augmenté pour passer à 44 %. Le taux d'exécution record de 95 % témoigne de la capacité du HCR à déployer rapidement les fonds dès qu'ils deviennent disponibles. Les financements non utilisés pendant une période budgétaire sont reportés à la période suivante, dans les conditions fixées par le donateur, ce qui permet la continuité des opérations.

14. Le tableau I.3 présente le budget final, les fonds disponibles et les dépenses par pilier en 2021. En 2021, le HCR a eu à faire face à 40 situations d'urgence dans 29 pays, notamment en Afghanistan, au Cameroun, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Myanmar et dans la région du Sahel. En plus des crises liées aux conflits, il a apporté de l'assistance vitale d'urgence et de protection dans des crises liées aux risques naturels, où les changements climatiques ont contribué aux déplacements forcés.

15. Par ailleurs, la pandémie a obligé l'Organisation à adopter des mesures souples afin de répondre au changement du contexte opérationnel, à accorder la priorité aux activités permettant de sauver des vies et à ajuster les modalités de réponse pour atténuer l'impact de la pandémie sur les personnes relevant de sa compétence. Les bureaux régionaux ont rapidement identifié les moyens de répondre aux besoins et d'allouer les ressources comme il se doit. Pendant cette pandémie, le HCR est resté pour servir.

Tableau I.3
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	6 592 430	4 027 055	61%	3 850 137	58%	96%
Programme global pour les apatrides	78 860	39 937	51%	39 870	51%	100%
Projets globaux pour la réintégration	653 223	237 943	36%	234 726	36%	99%
Projets globaux pour les déplacés internes	1 488 964	804 281	54%	784 855	53%	98%
Sous-total activités programmées	8 813 477	5 109 217	58%	4 909 587	56%	96%
Réserve des opérations	402 076	10 000	2%	-	0%	0%
Réserve pour « activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat »	20 000	20 000	100%	-	0%	0%
Administrateurs auxiliaires	12 000	14 054	117%	8 388	70%	60%
Total	9 247 553	5 153 271	56%	4 917 975	53%	95%

2. Performances antérieures au niveau régional

16. Les tableaux I.4 à I.10 présentent le budget et les dépenses de 2021 pour les sept régions. De plus amples informations sur les principales réalisations et l'impact du déficit financier par région figurent dans le rapport global du HCR de 2021⁹.

Tableau I.4
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 pour la région Afrique occidentale et centrale - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	448 572	303 584	68%	301 357	67%	99%
Programme global pour les apatrides	12 284	7 312	60%	7 288	59%	100%
Projets globaux pour la réintégration	51 454	18 224	35%	18 224	35%	100%
internes	215 391	120 857	56%	119 146	55%	99%
Total Afrique occidentale et centrale	727 700	449 977	62%	446 016	61%	99%

17. En fin 2021, le budget final pour l'Afrique occidentale et centrale se chiffrait à 727,7 millions de dollars E.-U. Des 450 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 446 millions (soit 99 %) ont été utilisés, ce qui représente 61 % du budget final.

⁹ Disponible à <https://reporting.unhcr.org/globalreport2021>.

Tableau I.5
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	1 488 961	814 053	55%	804 480	54%	99%
Programme global pour les apatrides	7 623	1 813	24%	1 813	24%	100%
Projets globaux pour la réintégration internes	170 428	47 048	28%	46 820	27%	100%
	234 799	139 857	60%	137 227	58%	98%
Total Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	1 901 812	1 002 771	53%	990 339	52%	99%

18. Pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, le budget final de 2021 se chiffrait à 1 901,8 millions de dollars E.-U. Des 1 002,8 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 990,3 millions (soit 99 %) ont été utilisés, ce qui représente 52 % du budget final.

Tableau I.6
Budget, fonds disponibles et dépenses pour la région Afrique australe en 2021 – par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>en pourcentage defonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	280 404	151 692	54%	150 886	54%	99%
Programme global pour les apatrides	6 192	2 422	39%	2 422	39%	100%
Projets globaux pour la réintégration	9 281	3 082	33%	3 082	33%	100%
Projets globaux pour les déplacés internes	94 075	55 259	59%	54 888	58%	99%
Total Afrique australe	389 952	212 455	54%	211 279	54%	99%

19. Pour la région d'Afrique australe, le budget final de 2021 s'élevait à 390 millions de dollars E.-U. Des 212,5 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 211,3 millions (soit 99 %) ont été utilisés, ce qui représente 54 % du budget final.

Tableau I.7
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	1 627 866	871 844	54%	843 541	52%	97%
Programme global pour les apatrides	2 698	1 684	62%	1 674	62%	99%
Projets globaux pour la réintégration	322 174	108 539	34%	108 539	34%	100%
Projets globaux pour les déplacés internes	749 506	337 974	45%	332 436	44%	98%
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 702 244	1 320 041	49%	1 286 190	48%	97%

20. Pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le budget final de 2021 s'élevait à 2 702,2 millions de dollars E.-U. Des 1 320 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 1 286,2 millions (soit 97 %) ont été utilisés, ce qui représente 48 % du budget final.

Tableau I.8
Budget, fonds disponibles et dépenses pour la région Asie et Pacifique en 2021 - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	674 885	406 612	60%	394 090	58%	97%
Programme global pour les apatrides	34 010	17 303	51%	17 286	51%	100%
Projets globaux pour la réintégration	99 649	60 827	61%	57 837	58%	95%
Projets globaux pour les déplacés internes	88 352	73 857	84%	73 817	84%	100%
Total Asie et Pacifique	896 896	558 598	62%	543 030	61%	97%

21. Pour la région Asie et Pacifique, le budget final de 2021 s'élevait à 896,9 millions de dollars E.-U. Des 558,6 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 543 millions (soit 97 %) ont été utilisés, ce qui représente 61 % du budget final.

Tableau I.9
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 pour la région Europe - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	656 902	347 412	53%	334 705	51%	96%
Programme global pour les apatrides	9 387	6 623	71%	6 623	71%	100%
Projets globaux pour la réintégration	237	223	94%	223	94%	100%
Projets globaux pour les déplacés internes	30 485	17 639	58%	17 557	58%	100%
Total Europe	697 011	371 897	53%	359 108	52%	97%

22. Pour la région Europe, le budget final de 2021 était de 697 millions de dollars E.-U. Des 371,9 millions de dollars E.-U de fonds disponibles, 359,1 millions (soit 97 %) ont été utilisés, ce qui représente 52 % du budget final.

Tableau I.10
Budget, fonds disponibles et dépenses en 2021 pour les Amériques - par pilier

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget final</i>	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Fonds disponibles en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget final</i>	<i>Dépenses en pourcentage de fonds disponibles</i>
Programme global pour les réfugiés	647 747	378 676	58%	362 829	56%	96%
Programme global pour les apatrides	6 666	2 764	41%	2 764	41%	100%
Projets globaux pour la réintégration	-	-	0%	-	0%	0%
Projets globaux pour les déplacés internes	76 356	50 574	66%	49 783	65%	98%
Total Les Amériques	730 769	432 014	59%	415 377	57%	96%

23. Pour les Amériques, le budget final de 2021 était de 730,8 millions de dollars E.-U. Des 432 millions de dollars E.-U. de fonds disponibles, 415,4 millions (soit 96 %) ont été utilisés, ce qui représente 57 % du budget final.

3. Performances actuelles - budget de 2022¹⁰

24. À sa soixante-douzième session plénière en octobre 2021, le Comité exécutif a approuvé le budget annuel de 2022 s'élevant à 8 993,7 millions de dollars E.-U.

25. Au 31 mai 2022, date butoir pour les données financières et budgétaires du présent rapport, le budget actuel de 2022 se chiffrait à 10 534 millions de dollars E.-U, ce qui représente une augmentation de 1 540,3 millions de dollars E.-U. (environ 17 % du budget annuel initial de 2022). Cette augmentation s'explique par trois budgets supplémentaires : i) 1 246,8 millions de dollars E.-U. pour la crise en Ukraine ; ii) 233,9 millions de dollars E.-U. au soutien de la situation humanitaire en Afghanistan ; et iii) 59,6 millions de dollars E.-U. pour la crise au Cameroun. Ces budgets supplémentaires ont été établis pour satisfaire divers besoins urgents.

26. Le tableau I.11 ci-dessous montre les budgets initial et actuel de 2022 par région, et pour les programmes globaux et le Siège. Les besoins les plus importants dans le budget actuel de 2022 sont ceux de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (23 %), suivie de la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs (18 %) et de l'Europe (17 %). Les besoins actuels pour les autres régions tombent dans la fourchette de 7 à 10 %, sauf pour la région d'Afrique australe avec 4 %. Les besoins actuels de 2022 pour les programmes globaux et le Siège représentent respectivement 5 % et 2 % du total. Les écarts entre le budget initial et le budget actuel de 2022 résultent de l'effet de trois budgets supplémentaires, ainsi que des transferts internes, notamment de la Réserve des opérations.

Tableau I.11
Budgets initial et actuel de 2022 - par région, et pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget actuel de 2022</i>				<i>Écart entre le budget actuel et le budget</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>		<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>		
Afrique occidentale et centrale	824 260	9%	884 066	8%	59 806	7%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lac	1 880 186	21%	1 880 186	18%	(0)	0%
Afrique australe	436 508	5%	436 508	4%	(0)	0%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 432 453	27%	2 432 670	23%	217	0%
Asie et Pacifique	848 124	9%	1 081 604	10%	233 480	28%
Europe	591 261	7%	1 821 584	17%	1 230 323	208%
Amériques	779 374	9%	779 583	7%	209	0%
Sous-total programmes nationaux et régionaux	7 792 167	87%	9 316 201	88%	1 524 035	20%
Programmes globaux	520 803	6%	539 500	5%	18 696	4%
Siège	241 038	3%	238 799	2%	(2 238)	-1%
Sous-total activités programmées	8 554 008	95%	10 094 500	96%	1 540 493	18%
Réserve des opérations	427 700	5%	427 502	4%	(198)	0%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	8 993 708	100%	10 534 003	100%	1 540 295	17%

27. Le tableau I.12 ci-dessous compare le budget actuel et le budget initial de 2022 par domaine d'impact. Par ordre décroissant, les besoins les plus importants sont ceux i) du domaine d'impact 2 - réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains ; ii) du domaine d'impact 1 - créer un environnement de protection favorable ; iii) du domaine d'impact 3 - responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes ; et iv) du domaine d'impact 4 - trouver des solutions.

28. L'augmentation du budget actuel de 2022 résulte des budgets supplémentaires. Ceux-ci ont surtout contribué au domaine d'impact 2 comprenant les budgets pour les activités vitales, l'assistance en espèces et les produits de première nécessité. L'établissement

¹⁰ Budget de 2022 ajusté par le Haut-Commissaire au 31 mai 2022.

de budgets supplémentaires en 2022 a aussi eu des effets sur les trois autres domaines d'impact. La légère diminution nette pour le domaine d'impact 3 est liée au fait que la priorité a été accordée aux budgets prévus pour la réponse et la protection dans les domaines d'impact 1 et 2.

Tableau I.12
Budget initial et budget actuel de 2022 – par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget de 2022</i>				<i>Écart entre le budget actuel et le budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>			
	<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>		<i>Écart en Montant pourcentage</i>	
	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>du total</i>		
Domaine d'impact 1 : Protéger Créer un environnement de protection favorable	1 990 854	22%	2 037 249	19%	46 395	2%
Domaine d'impact 2 : Répondre Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains	4 193 742	47%	5 650 361	54%	1 456 618	35%
Domaine d'impact 3 : Responsabiliser Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité	1 372 077	15%	1 368 079	13%	(3 997)	0%
Domaine d'impact 4 : Résoudre Trouver des solutions	997 335	11%	1 038 811	10%	41 476	4%
Sous-total activités programmées	8 554 008	95%	10 094 500	96%	1 540 493	18%
Réserve des opérations	427 700	5%	427 502	4%	(198)	0%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	8 993 708	100%	10 534 003	100%	1 540 295	17%

29. Le tableau I.13 ci-dessous compare les dépenses de 2022, au 31 mai 2022, aux dépenses finales de 2021 par région et pour les programmes globaux et le Siège.

Tableau I.13
Dépenses de 2021 et 2022 – par région et pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Dépenses de 2021</i>		<i>Dépenses de 2022 (au 31 mai 2022)</i>	
	<i>Pourcentage</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<i>Montant</i>	<i>du total</i>	<i>Montant</i>	<i>du total</i>
Afrique occidentale et centrale	446 016	9%	157 697	7%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	990 339	20%	377 656	18%
Afrique australe	211 279	4%	85 452	4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 286 190	26%	460 784	22%
Asie et Pacifique	543 030	11%	204 066	10%
Europe	359 108	7%	336 650	16%
Amériques	415 377	8%	155 842	7%
Sous-total programmes nationaux et régionaux	4 251 339	86%	1 778 146	84%
Programmes globaux	415 207	8%	236 533	11%
Siège	243 041	5%	87 652	4%
Sous-total Activités programmées	4 909 587	100%	2 102 331	100%
Administrateurs auxiliaires	8 388	0%	3 558	0%
Total	4 917 975	100%	2 105 890	100%

D. Principales initiatives

30. Le budget-programme de 2023 repose sur les Orientations stratégiques du Haut-commissaire pour la période 2022-2026. Celles-ci sont reprises dans les stratégies de l'Organisation à tous les niveaux, des liens directs avec ses plans et budgets étant établis afin de traduire ces stratégies en actes. En outre, le HCR s'est engagé dans un processus global de transformation afin de mettre en œuvre les Orientations stratégiques avec efficacité et réactivité.

31. La présente section fait une mise à jour sur les principales réformes et les principaux domaines d'intérêt stratégiques, dans le cadre des Orientations stratégiques renouvelées, que le HCR mettra en œuvre en 2023. Pour ce faire, il restera engagé en faveur de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, dont les objectifs cadrent avec bon nombre de ses propres initiatives de transformation.

1. Contribuer à l'atteinte des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés

32. La communauté internationale a maintenu son engagement à réaliser les ambitions du Pacte mondial sur les réfugiés par l'exécution des engagements et initiatives annoncés en 2019 au premier Forum mondial sur les réfugiés. Un rapport sur les indicateurs, publiés en 2021, évalue les progrès accomplis et identifie les domaines nécessitant de l'appui. Même si des progrès notables ont été réalisés dans l'allègement de la pression sur les pays d'accueil, l'élargissement de la base d'appui, ainsi que dans l'inclusion économique et sociale des personnes prises en charge par le HCR, les investissements constants dans ces domaines ont été jugés essentiels, notamment pour promouvoir un partage équitable de la charge et des responsabilités et faciliter les solutions. En 2023, le HCR mettra l'accent sur la mobilisation des gouvernements et d'autres parties prenantes, afin de susciter de nouveaux engagements et de nouvelles initiatives. Il renforcera davantage sa collaboration effective et en temps voulu avec les acteurs du développement et les institutions financières internationales, et intégrera les approches de partenariat dans les stratégies pluriannuelles.

2. Renforcer les principaux domaines de la réponse pour la protection

33. Le mandat du HCR consiste à assurer la protection internationale des personnes déplacées de force ou apatrides et répondre à leurs besoins croissants. En 2023, l'Organisation travaillera avec les États et ses partenaires pour mieux adapter des systèmes d'asile et les rendre durables, accroître les possibilités de réinstallation pour les réfugiés les plus exposés aux risques dans le monde et promouvoir les voies complémentaires. En outre, elle introduira des innovations afin de permettre aux femmes et filles déplacées de force ou apatrides d'avoir un meilleur accès aux services et aux possibilités, et d'être en mesure de participer pleinement aux décisions affectant leurs vies et leurs communautés. En 2023, le HCR impliquera mieux les personnes qu'il sert et sollicitera davantage leur opinion, grâce à de meilleurs moyens numériques et technologiques. Enfin, il déploiera des efforts concertés pour apporter des réponses vitales, en temps voulu, aux personnes exposées aux risques de violence liée au genre ou ayant survécu à celle-ci.

3. Engagement du HCR pour les déplacés internes

34. Compte tenu du fait que les situations de déplacement interne augmentent dans leur ampleur et complexité, le HCR a continué d'étendre ses réponses et de mettre l'accent sur les solutions. Ces dernières années, il a renforcé son rôle de coordination. Il dirige les groupes sectoriels chargés de la protection, des abris, et de la coordination et de la gestion des camps dans plusieurs pays. L'assistance en espèces et l'appui en matière d'abris fournis, directement par le HCR, ont atteint depuis plusieurs années un niveau élevé. La priorité a été accordée aux données ainsi qu'à l'analyse et à la gestion de l'information dans le cadre de partenariats stratégiques et opérationnels. Même si les réalisations ont encore besoin d'être consolidées, le HCR est engagé à revoir ses approches de programme pour l'inclusion des déplacés internes et la promotion de la protection et des solutions en leur faveur. Il continuera de mettre l'expérience acquise depuis des décennies sur les réfugiés et les apatrides à la disposition du

Groupe directeur du Secrétaire général sur les solutions au déplacement interne et de son programme d'action sur le déplacement interne.

4. Apatridie

35. Conformément à ses Orientations stratégiques (2022-2026), le HCR redoublera d'efforts pour prévenir et réduire les cas d'apatridie. Il continuera de soutenir les opérations dans la mise en œuvre de son Plan d'action global visant à mettre fin à l'apatridie (2014-2024)¹¹, afin notamment d'identifier et de protéger les apatrides, de régler les situations d'apatridie et de prévenir les nouveaux cas.

36. Le HCR continuera de favoriser une alliance multipartite sur l'apatridie, afin de permettre une collaboration entre les organisations des Nations Unies et d'autres acteurs, comme la société civile, les communautés apatrides et anciennement apatrides. Il pourra ainsi s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre de la proposition 23 du suivi du rapport du Secrétaire général, intitulé « Notre programme commun »¹², et exécuter la recommandation faite à l'issue d'une évaluation de ses initiatives en vue de mettre fin à l'apatridie.

37. Étant donné que l'apatridie entrave la mise en œuvre des objectifs de développement durable, le HCR s'efforcera de mieux sensibiliser à son impact sur les programmes nationaux de développement et les populations affectées. Il s'efforcera aussi de soulever les questions d'apatridie au plan mondial, afin de favoriser la collecte et l'analyse des données montrant que l'apatridie constitue un problème essentiel de développement nécessitant de l'appui.

5. Programme de transformation institutionnelle

38. Le HCR continue de mettre l'accent sur la modernisation de ses systèmes. Ses objectifs consistant à être plus efficace à produire des résultats pour les personnes relevant de sa compétence sont alignés sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Beaucoup de travail se poursuit sur le programme de transformation institutionnelle. L'amélioration des systèmes est complétée par la simplification des processus, grâce à la technologie basée sur le cloud et aux meilleures pratiques sectorielles en matière de programmes et de partenariat, de gestion financière et de fournitures, de ressources humaines, d'engagement externe et de mobilisation des ressources.

39. Suite à la mise en service de COMPASS en 2021, *Workday*, nouveau système de solution pour les ressources sera lancé en fin 2022. D'autres solutions suivront : a) *Cloud ERP*, nouveau progiciel de gestion intégrée des finances et de la chaîne d'approvisionnement ; b) *PROMS*, nouvelle solution de gestion, de contrôle et d'établissement de rapports pour les projets ; et c) *Synergy*, nouveau système de gestion de l'engagement externe. Une nouvelle plateforme mettra en connexion les nouvelles solutions à partir de 2023.

40. Le programme de transformation institutionnelle bénéficie d'un cadre solide de gouvernance et de contrôle des programmes et projets. La collaboration constante avec les opérations et d'autres parties prenantes permettra de veiller à ce que les nouveaux systèmes et technologies de l'information permettent de satisfaire les besoins opérationnels.

6. Action climatique

41. En 2023, l'une des priorités du HCR sera de continuer à mettre au point des plans d'action spécifiques aux régions et aux opérations. Le HCR va aussi promouvoir des solutions pour la protection des personnes déplacées par les effets du changement climatique et des catastrophes. Il usera davantage de modalités de financement innovants et aidera les

¹¹ Disponible à <https://www.unhcr.org/ceu/wp-content/uploads/sites/17/2016/12/End-Statelessness-GlobalActionPlan-2019-Final-web.pdf>.

¹² Disponible à <https://unfoundation.org/our-common-agenda>.

opérations à faire fonctionner à l'énergie solaire des forages, des centres de santé et des établissements scolaires.

42. Le HCR est engagé à fournir une énergie plus propre et plus sûre aux populations déplacées. Il continuera d'améliorer d'ici 2025 la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement afin de réduire de 20 % ses émissions moyennes de gaz à effet de serre.

43. Le HCR progresse dans la réduction de l'empreinte carbone créée par ses voyages et ses infrastructures de bureau. En 2022, il a modifié sa politique en matière de voyage en faveur d'itinéraires émettant moins de carbone, et a piloté le covoiturage qui se poursuivra en 2023. Concernant les infrastructures de bureau, le HCR étendra en 2023 le mécanisme de garantie financière, facilité de financement vert, afin de soutenir la transition vers l'utilisation d'énergies renouvelables. Il poursuivra la transformation de son immense parc de véhicules, afin de le rendre plus durable.

7. Responsabilité et contrôle

44. Au cours des cinq dernières années, le HCR a renforcé l'obligation redditionnelle et le contrôle. Guidé par sa stratégie quinquennale, le Bureau de l'inspecteur général continuera de jouer un rôle clé dans la coordination du travail des organismes indépendants de contrôle. Il entreprendra notamment des consultations, et collaborera avec des contrôleurs indépendants ainsi qu'avec l'administration du HCR pour identifier, évaluer et traiter les risques et défis.

45. Par ailleurs, les gains obtenus grâce à l'initiative du HCR 2.0 pour la gestion des risques sont consolidés. Le HCR continuera d'améliorer l'identification et le contrôle des risques ; de renforcer la communication sur la gestion des risques ; de mettre au point de nouvelles possibilités d'apprentissage afin de renforcer les capacités de son personnel et de ses partenaires d'exécution en matière de gestion des risques. La production et la mise à disposition de données fiables, de qualité, prévisibles, transparentes et ouvertes sont d'autres domaines où le HCR continuera de réaliser des progrès en matière de redevabilité.

8. Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels

46. En 2023, le HCR poursuivra les progrès réalisés dans la lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il le fera à la suite de l'intégration des principes définis dans la politique relative à l'approche centrée sur la victime. Cela suppose la promotion de l'utilisation de mécanismes d'appui, d'outils et de moyens d'apprentissage afin de renforcer la capacité du HCR et de ses partenaires à atténuer les risques d'inconduite sexuelle, à prévenir et à lutter contre ce fléau. Le HCR continuera d'accorder la priorité à son engagement externe dans les forums interinstitutions et intergouvernementaux comme le Comité permanent interinstitutions, le Conseil des chefs de secrétariat (où la Haute-Commissaire adjointe dirige l'Équipe spéciale) et le Comité d'aide pour le développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi qu'avec les partenaires locaux par la création d'un fonds d'engagement communautaire et de proximité.

9. Plus de localisation en application des engagements souscrits dans le cadre du *Grand Bargain*

47. Le HCR a respecté ou dépassé l'engagement pris, dans le cadre du *Grand Bargain*, de consacrer 25 % de ses dépenses de programmes aux prestataires nationaux ou locaux. Ceux-ci représentent 60 % de ses partenaires d'exécution. En 2023, il s'efforcera d'accroître le nombre d'organisations locales dirigées par des déplacés bénéficiant d'un appui financier direct pour croître et devenir des agents plus solides de changement.

E. Budget-programme de 2023

48. Le tableau I.14 ci-dessous donne un aperçu du projet de budget de 2023, selon ses composantes pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le

Siège¹³. Le total du budget se chiffre à 10 211,3 millions de dollars E.-U., dont 9 713,6 millions affectés aux activités programmées à travers le monde, 485,7 millions pour la Réserve des opérations, et 12 millions pour le fonds prévu pour les administrateurs auxiliaires.

49. La plus grande partie du budget est consacrée à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, avec 24 % du total, suivie de la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs avec 20 % et de l'Europe avec 13 %. Deux régions, à savoir Afrique occidentale et centrale, et Asie et Pacifique, ont la même portion budgétaire de 9 %. La part des Amériques est de 8 % tandis que celle de l'Afrique australe est de 5 %. Les composantes programmes globaux et Siège représentent respectivement 5 % et 2 % du projet de budget.

Tableau I.14
Projet de budget de 2023 - par région, et pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Afrique occidentale et centrale	896 486	9%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	2 021 249	20%
Afrique australe	471 462	5%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 470 154	24%
Asie et Pacifique	944 741	9%
Europe	1 293 533	13%
Amériques	827 188	8%
Sous-total programmes nationaux et régionaux	8 924 814	87%
Programmes globaux	542 115	5%
Siège	246 650	2%
Sous-total activités programmées	9 713 578	95%
Réserve des opérations	485 679	5%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%
Total	10 211 257	100%

50. Le tableau I.15 ci-dessous compare le projet de budget 2023 et le budget actuel de 2022 au plan mondial, par domaine d'impact. Les informations relatives aux domaines d'impact par région sont fournies au chapitre II portant sur les activités programmées, section A sur les programmes nationaux et régionaux.

51. Étant donné que le nombre de personnes déplacées a franchi la barre de 100 millions, le mandat du HCR n'a jamais été aussi vital. Les défis auxquels les déplacés font face sont aggravés par l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie dans le monde, ainsi que par l'urgence climatique. Ces facteurs augmentent la vulnérabilité et réduisent les possibilités d'autonomie chez les personnes déplacées et apatrides, et influent sur les facteurs de conflits et de mouvements secondaires. Le budget-programme du HCR tient compte des moyens à mettre en œuvre par les opérations pour renforcer leur capacité de préparation et de réponse aux situations d'urgence, ainsi que la résilience et l'autonomie des personnes prises en charge dans ces circonstances difficiles, en favorisant notamment l'accès à l'emploi, aux services de santé, à l'éducation et aux droits. En 2023, le HCR demeurera une organisation habile et souple, adoptant des approches innovantes et efficaces de protection, d'assistance et d'accès aux droits pour les personnes relevant de sa compétence. Le programme proposé prévoit de continuer à travailler avec des parties prenantes, comme les acteurs de la société civile, les gouvernements et les autorités locales, pour encourager

¹³ Conformément au Règlement de gestion révisé du HCR, la Réserve des opérations est constituée par un montant équivalent à 5 % des activités envisagées dans le budget-programme soumis pour approbation au Comité exécutif.

l'inclusion des personnes prises en charge dans les systèmes nationaux. Le mappage du projet de budget de 2023 par rapport aux domaines d'impact est décrit ci-dessous :

a) Le domaine d'impact 1 - créer un environnement de protection favorable - est évalué à 2 429,4 millions de dollars E.-U., soit 24 % du total du projet de budget de 2023, ce qui représente une augmentation de 392,1 millions de dollars E.-U., soit 19%, par rapport au budget actuel de 2022. L'augmentation la plus importante (216,8 millions de dollars E.-U.) est pour l'Europe, en raison de la crise en Ukraine. La réalisation de l'impact en ce domaine exige que le HCR travaille en partenariat avec divers acteurs pour assurer la protection des personnes déplacées et apatrides.

b) Le domaine d'impact 2, consistant à réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains, est évalué à 4 815,1 millions de dollars E.-U., soit 47 % du total du projet de budget de 2023. Ce domaine d'impact représente la plus grande portion du total du projet de budget de 2023, car le HCR continue de répondre rapidement aux crises par la fourniture de l'assistance vitale, l'intensification de la réponse et le renforcement de la capacité de préparation. Les diminutions au titre de ce domaine d'impact sont de 755 millions de dollars E.-U. pour l'Europe et de 185,9 millions de dollars E.-U. pour l'Asie et le Pacifique, car un changement stratégique est prévu dans les situations en Afghanistan et en Ukraine, afin de passer de l'assistance vitale à la protection sociale à plus long terme, assurée par les gouvernements, les autorités locales et les partenaires.

c) Le domaine d'impact 3 - responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes - est évalué à 1 338,6 millions de dollars E.-U., soit 13 % du projet de budget de 2023, ce qui représente une diminution de 29,5 millions de dollars E.-U., soit 2 %, par rapport au budget actuel de 2022, même si des augmentations importantes sont prévues pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs (71,9 millions de dollars E.-U.) et la région d'Afrique australe (20,2 millions de dollars E.-U.). Le HCR impliquera davantage les personnes qu'il sert dans les décisions concernant leur avenir, en s'appuyant sur leur résilience, leurs connaissances et leurs capacités. Il multipliera les projets de responsabilisation communautaire et de coexistence pacifique. Il mettra l'accent sur les enfants déplacés et apatrides, leur accès aux systèmes nationaux de protection ainsi que sur la fourniture de services de réponse aux violences liées au genre.

d) Le domaine d'impact 4 - trouver des solutions - est évalué à 1 130,5 millions de dollars E.-U., soit 11 % du total du projet de budget de 2023, ce qui représente une augmentation de 91,7 millions de dollars E.-U., soit 9 %, par rapport au budget actuel de 2022. Les augmentations les plus importantes concernent la région Asie et Pacifique (52,5 millions de dollars E.-U.), l'Europe (39,5 millions de dollars E.-U.) et les Amériques (34,8 millions de dollars E.-U.). Le rapport de 2021 sur les indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés souligne les progrès réalisés dans la recherche de solutions durables ainsi que les efforts à fournir. Les efforts déployés pour maintenir l'élan suscité par le Pacte mondial sur les réfugiés vont se poursuivre en 2023.

Tableau I.15
Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 - par domaine d'impact

(en milliers de dollars E.-U.)

<i>Domaine d'impact</i>	<i>Principaux indicateurs des domaines d'impact</i>	<i>Budget actuel de 2022</i>		<i>Projet de budget de 2023</i>		<i>Écart entre le budget actuel et le projet de budget</i>	
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Écart en</i>	<i>pourcentage</i>
Domaine d'impact 1 : Protéger Créer un environnement de protection favorable	Proportion de personnes sollicitant la protection internationale qui sont en mesure d'avoir accès aux procédures d'asile Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR en mesure de se déplacer librement dans leur pays de résidence habituelle (GCR) Nombre de personnes qui auraient été refoulées pour 10 000	2 037 243	19%	2 429 374	24%	392 131	19%
Domaine d'impact 2: Répondre Réaliser les droits fondamentaux dans des milieux sains	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant en dessous du seuil national de pauvreté (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR résidant dans des zones d'installation saines et sûres, avec un accès aux équipements de base Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès aux services de santé (SDG)	5 650 367	54%	4 815 097	47%	(835 270)	-15%
Domaine d'impact 3 : Responsabiliser Responsabiliser les communautés et assurer l'égalité entre les sexes	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant droit à un travail décent (GCR) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le primaire et le secondaire (GCR et SDG) Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR se sentant en sécurité en marchant seules dans leur quartier (SDG)	1 368 079	13%	1 338 558	13%	(29 522)	-2%
Domaine d'impact 4: Résoudre Trouver des solutions	Nombre de réfugiés retournés volontairement, en sécurité et dans la dignité, dans leur pays d'origine (GCR) Nombre de personnes parties pour la réinstallation (GCR) Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR parties par des voies complémentaires Nombre d'apatrides pour lesquels la nationalité a été accordée ou confirmée Nombre de réfugiés auxquels le statut de résident a été accordé ou confirmé	1 038 811	10%	1 130 549	11%	91 738	9%
Sous total activités programmées		10 094 500	96%	9 713 578	95%	(380 922)	-4%
Réserve des opérations		427 502	4%	485 679	5%	58 177	14%
Administrateurs auxiliaires		12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total		10 534 003	100%	10 211 257	100%	(322 745)	-3%

Abbreviations : GCR, Pacte mondiale sur les réfugiés; SDG, objectifs de développement durable.

52. Le tableau I.16 ci-dessous compare le projet de budget de 2023 et le budget actuel de 2022 par domaine de réalisation. Les domaines des réalisations liées à la protection et aux solutions représentent les augmentations les plus importantes dans le projet de budget de 2023.

a) Le domaine de réalisation 1 – accès au territoire, enregistrement et documentation – est évalué à 683,3 millions de dollars E.-U. Le HCR continuera d'aider les gouvernements à améliorer leurs systèmes d'enregistrement, d'identification numérique et d'établissement d'actes d'état civil pour les réfugiés pour que ces systèmes soient favorables à la protection. La diminution de 43,8 millions de dollars E.-U., soit 15 % par rapport au budget actuel de 2022, est surtout prévue pour les Amériques et l'Europe. Elle s'explique par l'achèvement des activités des années antérieures avec le système d'enregistrement de populations et de gestion de l'identité, connu sous le nom PRIMES, ayant permis à 117 opérations d'utiliser des outils comme *proGress*, système d'enregistrement et de prise en charge.

b) Le domaine de réalisation 2 – détermination de statut – est chiffré à 200 millions de dollars E.-U. Le HCR continuera de renforcer les systèmes nationaux d'asile. Le projet de budget de 2023 montre une augmentation de 18,4 millions de dollars E.-U., soit 10 %, par rapport au budget actuel de 2022, en raison des efforts envisagés dans les régions des Amériques, de l'Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et de l'Afrique occidentale et centrale.

c) Le domaine de réalisation 3 – droit et politique de protection – est de 275,9 millions de dollars E.-U. Au titre de ce domaine d'impact, le HCR continuera de fournir aux États des conseils sur l'élaboration de lois relatives aux droits des personnes prises en charge et sur l'interprétation des normes juridiques internationales, notamment de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Est observée une augmentation de 1,3 million de dollars E.-U., soit 0,5 % par rapport au budget actuel de 2022.

d) Le domaine de réalisation 4 – violences liées au genre – s'élève au total à 339,5 millions de dollars E.-U., pour améliorer le logement afin de le rendre sûr, fournir l'assistance juridique et assurer la prise en charge psychosociale et l'assistance des personnes ayant survécu aux violences liées au genre. Ce chiffre représente une augmentation de 22,8 millions de dollars E.-U., soit 7 % par rapport au budget actuel de 2022, en vue de mettre plus d'accent sur la prévention et la lutte contre les violences liées au genre.

e) Le domaine de réalisation 5 – protection de l'enfant – est chiffré à 251,9 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 21,4 millions de dollars E.-U., soit 9 % par rapport au budget actuel de 2022. Si les augmentations sont envisagées dans ce domaine de réalisation dans la plupart des régions, la plus importante concerne les Amériques où le HCR renforcera l'accès aux services sociaux, répondra aux besoins d'enfants déplacés et améliorera l'enregistrement des naissances pour les enfants exposés au risque d'apatridie.

f) Le domaine de réalisation 6 – sécurité et accès à la justice – s'élève au total à 312,3 millions de dollars E.-U. Au titre de ce domaine, le HCR favorisera l'accès à la justice pour les personnes relevant de sa compétence, grâce au plaidoyer, à la documentation, à la fourniture de conseils juridiques et à la représentation. Des diminutions sont surtout envisagées pour les régions des Amériques et d'Asie et Pacifique, entraînant une réduction de 3,5 millions de dollars E.-U., soit 1 % par rapport au budget actuel de 2022.

g) Le domaine de réalisation 7 – engagement communautaire et responsabilisation des femmes – est évalué à 569 millions de dollars E.-U., ce qui constitue une augmentation de 20 millions de dollars E.-U., soit 4 % par rapport au budget actuel de 2022. Les augmentations concernent principalement les Amériques et l'Europe, où le HCR collaborera davantage avec les communautés et les organisations de base dirigées par des personnes relevant de sa compétence pour la planification et l'exécution des programmes.

h) Le domaine de réalisation 8 – bien-être et besoins essentiels – comprend les interventions en espèces à buts multiples et la fourniture de produits de première nécessité, qui peuvent être considérable aux phases initiales de crises. Le budget pour le domaine d'impact 8 est de 2 342,3 millions de dollars E.-U., ce qui représente une diminution de

564,9 millions de dollars E.-U., soit 19%, par rapport au budget actuel de 2022. Les changements dans le budget s'expliquent par la réduction envisagée au niveau des interventions en espèces dans les situations en Afghanistan et en Ukraine, car l'accent est désormais mis sur l'inclusion et l'intégration.

i) Le projet de budget pour le domaine de réalisation 9 – logement durable et zones d'installation – s'élève au total à 905,7 millions de dollars E.-U. Au titre de ce domaine, les activités porteront sur l'assistance pour des abris durables et une réponse renforcée aux déplacements internes. L'augmentation envisagée est de 113,7 millions de dollars E.-U., soit 14 %, par rapport au budget actuel de 2022, surtout pour les régions d'Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et de l'Europe.

j) Le domaine de réalisation 10 – vie en bonne santé – est évalué à 558,5 millions de dollars E.-U., soit 2 % par rapport au budget actuel de 2022. En 2023, le HCR prévoit de dépenser moins de ressources sur les efforts de lutte contre la COVID-19, consistant notamment à fournir des matériels de protection personnelle et à aider les centres de santé à gérer les infections. Des diminutions sont surtout envisagées pour les régions d'Asie et Pacifique et du Moyen-Orient et Afrique du Nord.

k) Le domaine de réalisation 11 – éducation, se chiffre au total à 466,2 millions de dollars E.-U. Au titre de ce domaine de réalisation, le HCR entend accorder la priorité à l'éducation afin de réduire les inégalités dans le primaire et le secondaire. Une augmentation de 16,2 millions de dollars E.-U., soit 4 %, par rapport au budget actuel de 2022, est envisagée, surtout pour les régions d'Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs et d'Europe.

l) Le domaine de réalisation 12 – eau potable, hygiène et assainissement – est évalué à 235,6 millions de dollars E.-U., ce qui représente une diminution de 18,9 millions de dollars E.-U., soit 7 % par rapport au budget actuel de 2022. Les réductions les plus importantes concernent les régions Asie-Pacifique et Afrique occidentale et centrale, où les infrastructures d'eau et d'assainissement dans des camps ont été améliorés en 2020, 2021 et 2022.

m) Le domaine de réalisation 13 – autonomie, inclusion économique et moyens d'existence – est évalué à 591,2 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 19,3 millions de dollars E.-U., soit 3 % par rapport au budget actuel de 2022. Les augmentations les plus importantes concernent les régions les Amériques et Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs où le HCR investira dans l'inclusion de la main-d'œuvre et l'entrepreneuriat.

n) Le domaine d'impact 14 – rapatriement volontaire et réintégration durable – est de 251 millions de dollars E.-U., soit 1 % par rapport au budget actuel de 2022. Les diminutions les plus importantes concernent les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs et Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le HCR continuera néanmoins de faciliter les rapatriements volontaires et de suivre les conditions y relatives dans les pays d'origine.

o) Le domaine de réalisation 15 – réinstallation et voies complémentaires – est évalué à 181,6 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 8,2 millions de dollars E.-U., soit 5 % par rapport au budget actuel de 2022. Les augmentations les plus importantes concernent les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, Afrique australe et les Amériques, où le HCR renforcera l'appui aux programmes de réinstallation, et contribuera à la promotion de voies complémentaires par le renforcement des capacités.

p) Le budget pour le domaine de réalisation 16 – intégration locale et autres solutions locales – est évalué à 441,2 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 81 millions de dollars E.-U., soit 22 % par rapport au budget actuel de 2022. Il vise les infrastructures communautaires et l'inclusion locale. L'accent accru, mis en 2023 sur ce domaine de réalisation, s'explique surtout par les efforts déployés dans les régions Asie-Pacifique et Europe, où des solutions seront mises en œuvre pour les personnes déplacées à cause des crises en Afghanistan et en Ukraine.

53. Les domaines favorables sont évalués à 1 108,5 millions de dollars E.-U. dans le total du projet de budget de 2023, ce qui représente une diminution de 55 millions de dollars E.-U., soit 5 % par rapport au budget actuel de 2022.

a) Une augmentation de 54,7 millions de dollars E.-U. est envisagée pour le domaine favorable 20 – engagement externe et mobilisation des ressources – surtout pour la région Afrique de l’Est, Corne de l’Afrique et Grands Lacs et les programmes globaux, afin d’améliorer la mobilisation des ressources.

b) Une légère réduction de 54,9 millions de dollars E.-U. dans le domaine favorable 19 – ressources humaines et culture – s’explique surtout par un changement dans la budgétisation pour l’Europe. Ce domaine de réalisation comprend certains budgets établis dans le cadre d’activités régionales, transférés en 2022 aux opérations-pays, afin de renforcer davantage la présence de l’Organisation dans la région. En 2023, ces budgets sont inscrits dans les domaines de réalisation des opérations concernées.

c) Le domaine favorable 18 – appui opérationnel et chaîne d’approvisionnement – montre une diminution de 45,5 millions de dollars E.-U., car les investissements matériels dans la constitution de stocks écologiques pour la crise en Ukraine auront été achevés en 2022.

Tableau I.16
Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 - par domaine de réalisation et domaine favorable

(en milliers de dollars E.-U.)

Domaine de réalisation	Principaux indicateurs	Budget actuel de 2022		Projet de budget de 2023		Écart entre le budget actuel et le projet de budget	Écart en pourcentage
		Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total		
1. Accès au territoire, enregistrement et documentation	Proportion des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés à titre individuel Proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée par un officier d'état civil. [ODD 16.9.1 - Tier1] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2]	727 140	7%	683 322	7%	(43 818)	-6%
2. Détermination du statut	Moyenne du temps de traitement (en jours), de l'enregistrement à la décision d'asile en première instance (selon les procédures individuelles et de groupes) Proportion de personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à la représentation ou aux conseils juridiques Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance	181 519	2%	199 956	2%	18 436	10%
3. Politique et droit de protection	La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1951 et/ou à son protocole de 1967 La mesure dans laquelle le cadre juridique national est conforme à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie	274 531	3%	275 881	3%	1 349	0%
4. Violences liées au genre	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR sachant comment avoir accès aux services disponibles de lutte contre les violences liées au genre Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR n'acceptant pas les violences à l'égard des femmes Proportion de personnes ayant survécu, satisfaites des services de prise en charge de cas de violence sexuelle et le genre	316 712	3%	339 508	3%	22 796	7%
5. Protection de l'enfant	Proportion d'enfants exposés à des risques élevés soutenus par une procédure de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant Proportion d'enfants participant aux programmes communautaires de protection de l'enfant Proportion des personnes engagées dans des procédures d'asile ayant accès à un mécanisme efficace d'appel après le rejet de leur demande en première instance	230 505	2%	251 871	2%	21 365	9%
6. Sécurité et accès à la justice	Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR arrêtées ou détenues suite à un contrôle d'immigration ou en raison de leur statut légal pour 10 000 enregistrées	315 737	3%	312 257	3%	(3 480)	-1%

(en milliers de dollars E.-U.)

Domaine de réalisation	Principaux indicateurs	Budget actuel de 2022		Projet de budget de 2023		Écart entre le budget actuel et le projet de budget	Écart en pourcentage
		Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total		
7. Engagement communautaire et responsabilisation des femmes	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à une participation significative à toutes les phases de l'opération Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à des mécanismes efficaces de réponse et de retour d'information Proportion (et nombre) de participants actifs de sexe féminin aux structures de leadership/gestion	548 946	5%	568 948	6%	20 002	4%
8. Bien-être et besoins essentiels	Proportion de personnes nécessitant de la compétence du HCR ayant bénéficié de transferts monétaires ou de l'assistance en nature Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant surtout des combustibles (pour la cuisson) et des technologies propres [SDG 7.1.2 Tier 1]	2 907 190	28%	2 342 328	23%	(564 862)	-19%
9. Logement et zones d'installation durables	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans des logements habitables et abordables Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant de l'énergie pour l'éclairage	791 968	8%	905 703	9%	113 734	14%
10. Vie en bonne santé	Proportion d'enfants âgés entre 9 mois et 5 ans vaccinés contre la rougeole Proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié [ODD 3.1.2 Tier 1]	571 852	5%	558 501	5%	(13 351)	-2%
11. Éducation	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans l'enseignement post-secondaire et supérieur Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR inscrites dans le système éducatif national [GCR 2.2.1]	449 949	4%	466 170	5%	16 221	4%
12. Eau potable, assainissement et hygiène	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR utilisant au moins des services essentiels d'eau potable Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant accès à de toilettes sûres	254 550	2%	235 649	2%	(18 901)	-7%
13. Autonomie, inclusion économique et moyens d'existence	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant un compte dans une banque ou une autre institution financière, ou auprès d'un prestataire de services financiers mobiles [SDG 8.10.2 Tier 1] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant déclaré des changements positifs dans leurs revenus par rapport à l'année précédente Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR (en âge de travailler) qui sont sans emploi	571 915	5%	591 176	6%	19 261	3%
14. Rapatriement volontaire et réintégration durable	Proportion de personnes retournées ayant des pièces ou documents d'identité légalement reconnus [GCR 4.2.2] Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR, désireuses de recevoir des informations sur leur pays d'origine, qui les reçoivent effectivement	254 810	2%	251 006	2%	(3 804)	-1%

Domaine de réalisation	Principaux indicateurs	Budget actuel de 2022		Projet de budget de 2023		Écart entre le budget actuel et le projet de budget	Écart en pourcentage
		Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total		
15. Réinstallation et voies complémentaires	Nombre de réfugiés présentés par le HCR pour la réinstallation Temps moyen de traitement, de la présentation de la demande au départ dans les circonstances normales Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR admises par des voies complémentaires du pays d'accueil	173 417	2%	181 589	2%	8 172	5%
16. Intégration locale et autres solutions locales	Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR ayant des droits fonciers sûrs et/ou des droits sur leur logement et/ou leurs terres Proportion de personnes relevant de la compétence du HCR couvertes par les systèmes/socles de protection sociale [SDG 1.3.1]	360 230	3%	441 218	4%	80 987	22%
Sous-total domaines de réalisation		8 930 973	85%	8 605 081	84%	(325 891)	-4%
Domaine favorable^a							
Processus et systèmes (domaine favorable 17)		206 858	2%	197 426	2%	(9 431)	-5%
Appui opérationnel et chaîne d'approvisionnement (domaine favorable 18)		375 107	4%	329 585	3%	(45 523)	-12%
Ressources humaines et culture (domaine favorable 19)		191 827	2%	136 972	1%	(54 855)	-29%
Engagement externe et mobilisation des ressources (domaine favorable 20)		368 568	3%	423 271	4%	54 703	15%
Leadership et gouvernance (domaine favorable 21)		21 167	0%	21 243	0%	75	0%
Sous-total domaines favorables		1 163 528	11%	1 108 497	11%	(55 031)	-5%
Sous total activités programmées		10 094 500	96%	9 713 578	95%	(380 922)	-4%
Réserve des opérations		427 502	4%	485 679	5%	58 177	14%
Administrateurs auxiliaires		12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total		10 534 003	100%	10 211 257	100%	(322 745)	-3%

Abbreviations: SDG, objectifs de développement durable; GCR, Pacte mondiale sur les réfugiés.

^a Il n'y a pas d'indicateurs principaux pour les domaines favorables.

54. Le tableau I.17 présente les liens entre le projet de budget de 2023 et les objectifs de développement durable. Engagé à « ne pas faire de laissés-pour-compte », le HCR continuera de plaider pour l'inclusion des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides dans les plans nationaux de développement économique.

55. Soixante-dix-sept pourcent du projet de budget de 2023 contribueront à l'atteinte de 10 objectifs. En 2023, la répartition relative du budget par objectif reste la même que dans le budget actuel de 2022, des augmentations étant proposées pour 6 objectifs sur 10. Les augmentations pour contribuer à la réduction des inégalités et à la protection des personnes relevant de la compétence du HCR concernent les objectifs suivants : 11 (villes et communautés durables) ; 10 (réduction des inégalités) ; 5 (égalité entre les sexes) ; 4 (éducation de qualité) ; et 8 (travail décent).

56. L'augmentation pour l'objectif 17 (partenariat pour l'atteinte des objectifs) montre également la collaboration active de l'Organisation avec les principales parties prenantes comme les gouvernements, les partenaires et le secteur privé pour des actions collectives et harmonisées.

57. Par rapport au budget actuel de 2022, les diminutions concernent les objectifs suivants : 1 (pas de pauvreté) ; 6 (eau potable) ; 16 (justice et institutions) ; et 3 (santé). Ces diminutions s'expliquent par les réductions envisagées de l'assistance en espèces dans quelques situations, les investissements antérieurs dans les infrastructures et les ajustements de la réponse à la COVID-19.

Tableau I.17
Mappage du budget actuel de 2022 et du projet de budget de 2023 avec les objectifs de développement durable

(en milliers de dollars E.-U.)

Objectif de développement durable	Budget actuel de 2022		Projet de budget de 2023		Écart entre le budget actuel et le projet de budget	Écart en pourcentage
	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total		
1: Pas de pauvreté	2 907 190	28%	2 342 328	23%	(564 862)	-19%
3: Bonne santé et bien-être	571 852	5%	558 501	5%	(13 351)	-2%
4: Éducation de qualité	449 949	4%	466 170	5%	16 221	4%
5: Égalité entre les sexes	316 712	3%	339 508	3%	22 796	7%
	548 946	5%	568 948	6%	20 002	4%
6: Eau potable et assainissement	254 550	2%	235 649	2%	(18 901)	-7%
8: Travail décent et croissance économique	571 915	5%	591 176	6%	19 261	3%
10: Réduction des inégalités	274 531	3%	275 881	3%	1 349	0%
	360 230	3%	441 218	4%	80 987	22%
11: Villes et communautés durables	791 968	8%	905 703	9%	113 734	14%
16: Paix, justice et institutions solides	727 140	7%	683 322	7%	(43 818)	-6%
17: Partenariats pour les objectifs	368 568	3%	423 271	4%	54 703	15%
Sous-total des résultats liés aux objectifs de développement durable	8 143 552	77%	7 831 674	77%	(311 878)	-4%
Sous-total des objectifs non liés aux objectifs de développement durable	1 950 948	19%	1 881 905	18%	(69 044)	-4%
Sous-total activités programmées	10 094 500	96%	9 713 578	95%	(380 922)	-4%
Réserve des opérations	427 502	4%	485 679	5%	58 177	14%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	10 534 003	100%	10 211 257	100%	(322 745)	-3%

58. Le tableau I.18 présente les budgets par groupe de population. Le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023 indiquent une part relative identique par groupe de population, par rapport au budget total.

Tableau I.18
Budget final de 2021, budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – par groupe de populations

(en milliers de dollars E.-U.)

Groupe de populations	Budget final de 2021		Budget actuel de 2022		Projet de budget de 2023	
	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total
Réfugiés et demandeurs d'asile	6 592 430	71%	7 215 580	68%	6 911 681	68%
Apatrides	78 860	1%	112 949	1%	136 207	1%
Personnes retournées	653 223	7%	682 867	6%	650 564	6%
Déplacés internes	1 488 964	16%	2 083 104	20%	2 015 126	20%
Sous-total activités programmées	8 813 477	95%	10 094 500	96%	9 713 578	95%
Réserve des opérations	402 076	4%	427 502	4%	485 679	5%
Réserve pour « activités nouvelles ou additionnelles – liées au mandat »	20 000	0%	-	0%	-	0%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	12 000	0%
Total	9 247 553	100%	10 534 003	100%	10 211 257	100%

59. Le tableau I.19 ci-dessous compare le budget initial et le budget actuel de 2022 avec le projet de budget 2023, par région et pour les programmes globaux et le Siège. Le projet de budget 2023 baisse de 322,7 millions de dollars E.-U. par rapport au budget actuel de 2022. Les augmentations envisagées concernent la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs (141,1 millions de dollars E.-U.), suivie de la région des Amériques, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, de l'Afrique australe et de l'Afrique occidentale et centrale. La diminution du budget pour l'Asie et le Pacifique ainsi que pour l'Europe est due à la réorientation en 2023 des opérations en Afghanistan et en Ukraine. Le budget pour les programmes globaux restera relativement stable, tandis que le budget pour le Siège augmentera de 7,9 millions de dollars E.-U.

60. Les écarts budgétaires au plan régional sont expliqués au chapitre II, section A, tandis que pour les programmes globaux et le Siège, ils sont expliqués au chapitre II, section B.

Tableau I.19
Budget initial et budget actuel de 2022, projet de budget 2023, par région et pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget de 2022</i>				<i>2023</i>		<i>Écart entre le projet de budget et le budget actuel</i>		<i>Écart entre le projet de budget et le budget initial</i>	
	<i>Budget initial</i>		<i>Budget actuel</i>		<i>Projet de budget</i>					
	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>	<i>Montant</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Afrique occidentale et centrale	824 260	9%	884 066	8%	896 486	9%	12 420	1%	72 226	9%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	1 880 186	21%	1 880 186	18%	2 021 249	20%	141 063	8%	141 063	8%
Afrique australe	436 508	5%	436 508	4%	471 462	5%	34 954	8%	34 954	8%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 432 453	27%	2 432 670	23%	2 470 154	24%	37 483	2%	37 700	2%
Asie et Pacifique	848 124	9%	1 081 604	10%	944 741	9%	(136 863)	-13%	96 617	11%
Europe	591 261	7%	1 821 584	17%	1 293 533	13%	(528 051)	-29%	702 272	119%
Les Amériques	779 374	9%	779 583	7%	827 188	8%	47 605	6%	47 814	6%
Sous-total Programmes nationaux et régionaux	7 792 167	87%	9 316 201	88%	8 924 814	87%	(391 388)	-4%	1 132 647	15%
Programmes globaux	520 803	6%	539 500	5%	542 115	5%	2 615	0%	21 312	4%
Siège	241 038	3%	238 799	2%	246 650	2%	7 851	3%	5 612	2%
Sous-total activités programmées	8 554 008	95%	10 094 500	96%	9 713 578	95%	(380 922)	-4%	1 159 571	14%
Réserve des opérations	427 700	5%	427 502	4%	485 679	5%	58 177	14%	57 979	14%
Administrateurs auxiliaires	12 000	0%	12 000	0%	12 000	0%	-	0%	-	0%
Total	8 993 708	100%	10 534 003	100%	10 211 257	100%	(322 745)	-3%	1 217 549	14%

61. Le tableau I.20 montre que des 1 540,3 millions de dollars E.-U. d'augmentation pour 2022, en raison des budgets supplémentaires, 1 217,6 millions ont été intégrés dans les activités programmées de 2023. La part la plus importante (702,3 millions) a été retenue pour la situation en Ukraine, et 96,6 millions pour la situation en Afghanistan.

62. Le tableau I.20 montre aussi que les transferts en 2022 de la réserve des opérations ont été jusqu'ici d'un niveau minimal.

Tableau I.20

Budget actuel de 2022, ajustements budgétaires et budget révisé de 2022, et projet de budget de 2023 - par région et pour les programmes globaux et le Siège

(en milliers de dollars E.-U.)

	<i>Budget actuel de 2022</i> ¹	<i>Ajustements budgétaires de 2022</i>			<i>Total des ajustements</i>	<i>Budget initial de 2022</i> ²	<i>Projet de budget de 2023</i> ³	<i>Écart entre le budget de 2023 et le budget initial de 2022</i>	
	<i>Montant</i> <i>A.</i>	<i>Budget supplémentaire</i> <i>Montant</i> <i>b¹</i>	<i>Transferts budgétaires</i> <i>Montant</i> <i>b²</i>	<i>Réduction budgétaire</i> <i>Montant</i> <i>b³</i>		<i>Montant</i> <i>C. (A.+B.)</i>	<i>Montant</i> <i>D.</i>	<i>Montant</i> <i>E. (D.-C.)</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Afrique occidentale et centrale	884 066	(59 583)	(223)		(59 806)	824 260	896 486	72 226	9%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	1 880 186					1 880 186	2 021 249	141 063	8%
Afrique australe	436 508					436 508	471 462	34 954	8%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 432 670	(217)			(217)	2 432 453	2 470 154	37 700	2%
Asie et Pacifique	1 081 604	(233 505)	25		(233 480)	848 124	944 741	96 617	11%
Europe	1 821 584	(1 230 323)			(1 230 323)	591 261	1 293 533	702 272	119%
Amériques	779 583		(209)		(209)	779 374	827 188	47 814	6%
Sous-total programmes nationaux et régionaux	9 316 201	(1 523 627)	(407)		(1 524 035)	7 792 167	8 924 814	1 132 647	15%
Programmes globaux	539 500	(16 140)	(2 556)		(18 696)	520 803	542 115	21 312	4%
Siège	238 799	(527)	2 766		2 238	241 038	246 650	5 612	2%
Sous-total activités programmées	10 094 500	(1 540 295)	(198)		(1 540 493)	8 554 008	9 713 578	1 159 571	14%
Réserve des opérations	427 502		198		198	427 700	485 679	57 979	14%
Administrateurs auxiliaires	12 000					12 000	12 000	-	0%
Total	10 534 003	(1 540 295)			(1 540 295)	8 993 708	10 211 257	1 217 549	14%

¹ Au 31 mai 2022

² Au 1^{er} janvier 2022

³ Au 1^{er} janvier 2023

II. Activités programmées

63. Le budget pour les activités programmées comprend trois rubriques : programmes nationaux et régionaux, programmes globaux et Siège. La réserve des opérations et le programme pour les administrateurs auxiliaires n'en font pas partie. Les activités programmées pour 2023 sont chiffrées à 9 713,6 millions de dollars E.-U., dont 8 924,8 millions alloués aux opérations-pays, aux bureaux régionaux et aux activités régionales.

A. Programmes nationaux et régionaux

64. La présente section montre les besoins au titre du budget-programme de 2023 pour toutes les régions (tableaux II.1 à II.7). Pour chaque région, les écarts entre le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023 sont indiqués. Les stratégies mises au point par les bureaux régionaux et les opérations-pays sont mises en lumière. Les budgets détaillés pour les opérations, les activités régionales et les bureaux régionaux sont présentés dans l'annexe I, tableau 2a, par domaine d'impact pour le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023.

1. Afrique occidentale et centrale

Tableau II.1

Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – pour l'Afrique occidentale et centrale

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022	2023	Écart	
	<i>Budget actuel</i>	<i>Projet de budget</i>	<i>2023 vs 2022</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>pourcentage</i>
Total Afrique occidentale et centrale	884 066	896 486	12 420	1%

65. Le projet de budget de 2023 a augmenté de 12,4 millions de dollars E.-U., soit 1 %, par rapport au budget actuel de 2022. À fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait diminuer de 1 % par rapport à 2022, pour se situer à 12,7 millions. Les augmentations budgétaires les plus importantes concernent le Burkina Faso, la République centrafricaine et le Tchad. Au Burkina Faso, le nombre de déplacés internes devrait augmenter de 51 %, tandis qu'en République centrafricaine et au Tchad, la capacité actuelle de réponse d'urgence serait maintenue. Des diminutions budgétaires sont envisagées pour le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Libéria, où le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait diminuer. En 2022, une étape historique dans la mise en œuvre de la stratégie de solutions pour les réfugiés ivoiriens a été franchie. Pour l'amélioration de la protection et de l'assistance vitale, notamment pour les déplacés internes et les apatrides, des augmentations budgétaires ont été proposées (14 % au titre du domaine d'impact 2 et 7 % au titre du domaine d'impact 1). Étant donné que l'accent est mis sur la protection et la réponse d'urgence, une réduction budgétaire est prévue pour le domaine d'impact 3. La réduction budgétaire pour le domaine d'impact 4 s'explique par les progrès réalisés en 2022 en matière de solutions durables pour les réfugiés ivoiriens.

2. Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs

Tableau II.2

Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 - pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands-Lacs

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022		2023	
	Budget actuel	Projet de budget	Écart entre 2023 et 2022	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	1 880 186	2 021 249	141 063	8%

66. L'augmentation budgétaire en 2023 pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, chiffrée à 141,1 millions de dollars E.-U., soit 8 %, par rapport au budget actuel de 2022, est la plus importante proposée. À fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait avoir augmenté de 21 % par rapport à 2022, pour atteindre 21,1 millions. Des catastrophes climatiques continueront d'éroder la résilience des populations vulnérables. Des augmentations budgétaires sont envisagées pour toutes les opérations dans la région. Les pays bénéficiant des augmentations les plus importantes sont le Burundi, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan. Avec l'accroissement des déplacements en Éthiopie et au Soudan, les besoins humanitaires et de protection devraient augmenter. Un renforcement des activités de réintégration pour les déplacés internes et les personnes retournées est prévu au Burundi et en Somalie. Une augmentation de 27 % est proposée pour le domaine d'impact 3, car des investissements sont prévus dans des partenariats innovants pour le retour des réfugiés. Le budget pour le domaine d'impact 2 devrait aussi augmenter de 10 % en raison de la croissance des besoins essentiels et de l'insécurité alimentaire.

3. Afrique australe

Tableau II.3

Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – pour l'Afrique australe

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022		2023	
	Budget actuel	Projet de budget	Écart entre 2023 et 2022	
	Montant	Montant	Montant	Écart en pourcentage
Total Afrique australe	436 508	471 462	34 954	8%

67. L'augmentation budgétaire en 2023 est de 35 millions de dollars E.-U., soit 8 %, par rapport au budget actuel de 2022. À fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait diminuer de 3 % par rapport à 2022, pour se situer à 10,2 millions. Des augmentations budgétaires sont proposées pour toutes les opérations en dehors de l'Angola où le budget devrait rester relativement stable. Pour la République démocratique du Congo et le Mozambique, les augmentations s'expliquent par l'accent mis sur les besoins de protection des déplacés internes, ainsi que des réfugiés et déplacés internes retournés, et aussi par l'amélioration de leur accès aux services essentiels. Pour le Malawi et le Mozambique, les augmentations s'expliquent par le renforcement de la préparation et de la réponse aux crises de déplacement provoquées par le climat. Au vu des changements stratégiques, des augmentations budgétaires (30 % pour le domaine d'impact 3, 15 % pour le domaine d'impact 4 et 7 % pour le domaine d'impact 1) et une légère diminution (7 % pour le domaine d'impact 2) ont été proposées.

4. Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tableau II.4

Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 - pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022	2023	Écart entre 2023 et 2022	
	Budget actuel	Projet de budget	Écart en Montant	Écart en pourcentage
Total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 432 670	2 470 154	37 483	2%

68. Le projet de budget de 2023 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord devrait augmenter de 37,5 millions de dollars E.-U., soit 2 % par rapport au budget actuel de 2022. À fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait rester inchangé à 16 millions. Les augmentations les plus importantes sont proposées pour l'Égypte, le Liban et le Yémen. Au Yémen, une réponse durable en matière d'abris permettra de protéger les déplacés internes vulnérables. Au Liban, les activités viseront à satisfaire les besoins des réfugiés touchés par la crise économique. Le HCR continuera d'avoir recours aux nouvelles technologies et de favoriser l'innovation, notamment dans les programmes d'assistance en espèces. L'augmentation pour l'Égypte vise à promouvoir l'approche « un réfugié » qui accorde la priorité aux activités de protection en fonction des besoins et de la vulnérabilité, et non de la nationalité. Les augmentations les plus importantes sont prévues pour l'Iraq et la Jordanie. Le HCR prévoit qu'en Jordanie, les services nationaux contribueront davantage à l'inclusion. Pour l'Iraq, la diminution s'explique par le désengagement progressif de quelques activités opérationnelles. L'augmentation budgétaire envisagée de 23 % pour le domaine d'impact 1 s'explique par le renforcement des activités de protection. La part la plus importante du budget de la région est de 17 % pour le domaine d'impact 2, principalement en raison de l'assistance en espèces.

5. Asie et Pacifique

Tableau II.5

Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – pour la région Asie et Pacifique

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022	2023	Écart entre 2023 et 2022	
	Budget actuel	Projet de budget	Écart en Montant	Écart en pourcentage
Total Asie et Pacifique	1 081 604	944 741	(136 863)	-13%

69. Le projet de budget de 2023 connaît une diminution de 136,9 millions de dollars E.-U., soit 13 %, par rapport au budget actuel de 2022. À fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait diminuer de 2 %, pour se situer à 11 millions. Les augmentations budgétaires les plus importantes sont proposées pour le Myanmar, en raison de l'augmentation prévue des déplacements internes. Le reste de la région connaîtra des diminutions budgétaires, dont la plus importante, évaluée à 124,1 millions de dollars E.-U., soit 36 %, concerne l'Afghanistan, en raison de la réduction envisagée des interventions en espèces dans le pays. Le HCR mettra l'accent sur la collaboration avec divers acteurs, ce qui entraînera une augmentation de 50 % pour le domaine d'impact 4 et de 17 % pour le domaine d'impact 1. Compte tenu des investissements réalisés en 2021 et 2022 sur les infrastructures, la deuxième diminution budgétaire la plus importante est prévue pour le Bangladesh. Seuls les coûts récurrents des investissements sur les infrastructures ont été budgétisés en 2023.

6. Europe

Tableau II.6
Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – pour l'Europe

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022	2023	Écart entre 2023 et 2022	
	Budget actuel	Projet de budget		
	Montant	Montant	Montant	pourcentage
Total Europe	1 821 584	1 293 533	(528 051)	-29%

70. Le projet de budget de 2023 connaît une diminution de 528,1 millions de dollars E.-U., soit 29 %, par rapport au budget actuel de 2022. Le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait diminuer de 4 % par rapport à 2022, pour se situer à 25,7 millions. Des réductions budgétaires sont prévues pour la plupart des opérations dans la région, les plus importantes étant dues au fait que tous les besoins inscrits dans le budget supplémentaire de 2022 pour la situation en Ukraine n'avaient pas été pris en compte lors de la planification pour 2023. Un changement, de la réponse d'urgence à la fourniture de l'appui aux gouvernements et aux autorités locales, est prévu, notamment pour contribuer à l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux et favoriser l'accès à l'emploi, aux services de santé, à l'éducation et au logement. En Ukraine, le HCR envisage d'accorder la priorité à l'assistance en espèces à buts multiples, à la satisfaction des besoins d'abris pour un relèvement rapide et à la préparation à l'hiver. Pour la Grèce, le budget connaîtra une diminution, car le HCR met l'accent sur la protection et l'inclusion des réfugiés. Le changement d'approche stratégique pour la situation en Ukraine explique la diminution budgétaire de 57 % pour le domaine d'impact 2. Toutefois, le budget devrait augmenter de 71 % et de 51 % respectivement pour les domaines d'impact 1 et 4.

7. Les Amériques

Tableau II.7
Budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023 – pour les Amériques

(en milliers de dollars E.-U.)

	2022	2023	Écart à 2023 vs 2022	
	Budget actuel	Projet de budget		
	Montant	Montant	Montant	pourcentage
Total Amériques	779 583	827 188	47 605	6%

71. En 2023, une augmentation budgétaire de 47,6 millions de dollars E.-U., soit 6 %, par rapport au budget actuel de 2022, est envisagée pour la région des Amériques. En fin 2023, le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR devrait tomber à 20,6 millions, soit de 22 %, par rapport à 2022. L'augmentation budgétaire la plus importante est envisagée pour l'Argentine, le Mexique et le Pérou. Le HCR continuera de plaider pour la préservation de l'espace d'asile, la promotion de l'inclusion et de la régularisation, ainsi que pour le renforcement des liens entre l'action humanitaire et l'action pour le développement. La réduction budgétaire pour le Guatemala est due à la restructuration de la présence du HCR. Pour les domaines de résultats, les augmentations budgétaires les plus importantes concernent le domaine d'impact 4 (21 %) et le domaine d'impact 1 (9 %). Ces augmentations s'expliquent par la croissance des besoins de protection et le renforcement des mécanismes de coordination pour les solutions, car le HCR envisage de soutenir l'extension des programmes de réinstallation.

8. Bureaux régionaux

72. Le projet de budget de 2023 pour les bureaux régionaux connaît une augmentation de 6,8 millions de dollars E.-U., soit 5 %, par rapport au budget actuel de 2022.

L'augmentation la plus importante concerne le Bureau régional pour l'Europe, étant donné que la situation en Ukraine nécessite le renforcement des capacités de réponse aux défis évolutifs. Les bureaux régionaux pour les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, Afrique australe, et Afrique occidentale et centrale nécessitent aussi des augmentations pour mieux répondre aux contextes opérationnels en mutation. Les budgets de ces régions permettront de faire face aux urgences, d'assurer la direction des groupes sectoriels et de renforcer les partenariats pour le développement. Les niveaux budgétaires proposés pour les bureaux régionaux Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et Asie et Pacifique demeurent stables. Pour le Bureau régional pour les Amériques, un changement est envisagé au niveau du budget afin de soutenir les plates-formes régionales de coordination multipartites.

9. Activités régionales

73. Une diminution budgétaire de 73 millions de dollars E.-U., soit 43 %, par rapport au budget actuel de 2022, est attendue en 2023 pour les activités régionales. La plus importante concerne l'Europe, car les ressources allouées en 2022 pour la situation en Ukraine, qui avaient initialement été budgétisées au titre des activités régionales, sont transférées aux opérations au fur et à mesure qu'elles identifient leurs besoins et priorités. Des augmentations budgétaires sont prévues pour les régions Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, Asie et Pacifique et Afrique australe, en faveur de projets régionaux visant à renforcer les capacités de réinstallation, améliorer l'autonomisation et l'inclusion économiques des personnes prises en charge.

B. Sièges et programmes globaux

74. Comme indiqué au tableau II.8 ci-dessous, le projet de budget de 2023 pour les programmes globaux et le Siège s'élève respectivement à 542,1 millions de dollars E.-U. et à 246,7 millions de dollars E.-U. Par rapport à 2022, le budget pour le Siège devrait augmenter de 7,9 millions de dollars E.-U., soit de 3 %, tandis que pour les programmes globaux, il devrait augmenter de 2,6 millions de dollars E.-U., soit près de 1 %.

1. Siège

75. Pour le Siège, les écarts les plus importants entre le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023 sont décrits ci-dessous :

a) Pour la Division de la gestion administrative et financière, les investissements envisagés visent à assurer la participation du HCR à l'initiative Pôle numérique de solutions de trésorerie. Au titre du budget actuel de 2022, des transferts ont été effectués pour couvrir les besoins ponctuels d'initiatives de programmes globaux.

b) Pour la Division des ressources humaines, l'augmentation budgétaire se justifie par l'appui au déploiement de *Workday*, l'amélioration de la capacité pour la santé mentale, la santé et la sécurité au travail et le renforcement de l'inclusion et de la diversité.

c) Pour la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour les plateformes mondiales de gestion de l'approvisionnement contribuant à la préparation aux situations d'urgence.

d) Pour la Division de la protection internationale, l'augmentation budgétaire s'explique par la mise à niveau des services de protection fournis par les opérations et par l'appui aux activités de réinstallation et aux voies complémentaires.

e) Les diminutions budgétaires pour la Division des systèmes d'information et des télécommunications et la Division de la planification stratégique et des résultats sont liées à l'achèvement en 2022 des activités menées dans le cadre du programme de transformation institutionnelle.

f) Les diminutions budgétaires pour la direction exécutive et la gestion se justifient par un changement en 2023 des modalités de budgétisation de certaines obligations contractuelles au plan mondial. Compte tenu du fait que les dépenses y relatives seront

supportées par tous les bureaux, elles seront imputées aux budgets correspondants à travers l'Organisation et non uniquement au Siège.

2. Programmes globaux

76. Pour les programmes globaux, les écarts les plus importants entre le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023 sont décrits ci-dessous :

a) Composante appui aux programmes

i) Pour la Division des relations extérieures, l'augmentation budgétaire s'explique par : des investissements pour l'amélioration de la mobilisation des ressources ; la réponse aux besoins du programme de transformation institutionnelle ; l'« approche intégrée en matière de campagne » devant comprendre le changement climatique, la Campagne #J'appartiens visant à mettre fin à l'apatridie et le droit de demander l'asile ; et l'amélioration envisagée des communications mondiales.

ii) Pour la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, la Division des ressources humaines, la Division de la gestion administrative et financière, la Division des systèmes d'information et des télécommunications et la Division de la planification stratégique et des résultats, les diminutions proposées s'expliquent par les modalités différentes de budgétisation de quelques engagements contractuels au plan mondial à partir 2023.

b) Composante programme

i) L'augmentation budgétaire la plus importante concerne la Division des relations extérieures. Elle vise à étendre le Service de partenariat avec le secteur privé et à élargir les partenariats avec les entreprises, les fondations et les philanthropes.

ii) D'autres augmentations sont liées aux investissements dans les données d'enregistrement et la gestion des connaissances au Service mondial des données, l'éducation, y compris le Programme de bourse DAFI (Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés) à la Division de la résilience et des solutions et la réinstallation et les voies complémentaires à la Division de la protection internationale.

iii) La réduction budgétaire envisagée pour la Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement s'explique par l'achèvement en 2022 de la reconstitution du stock des produits de première nécessité.

iv) La diminution pour la Division de la résilience et des solutions se justifie par le transfert, de la Division aux bureaux régionaux, de la responsabilité en matière de collaboration avec les acteurs du développement sur les données, l'analytique et la recherche pertinente.

c) Siège et programmes globaux selon les résultats

i) Sous l'angle de la gestion axée sur les résultats, plus de la moitié du projet de budget de 2023 consacré aux programmes globaux et au Siège tombe dans le domaine d'impact 2, ce qui cadre avec le caractère global et transversal du travail effectué au Siège et au titre des programmes globaux.

ii) Dans une large mesure, le Siège et les programmes globaux ont des liens avec les domaines favorables, ce qui cadre avec le rôle consistant à apporter de l'appui au HCR dans les fonctions comme les ressources humaines, les systèmes et les processus, l'information et la technologie, la communication et le plaidoyer, la collecte de fonds et l'audit.

Tableau II.8
Programmes globaux et Siège : Dépenses de 2021, budget actuel de 2022 et projet de budget de 2023

(en milliers de dollars E.-U.)

Division ^a	Dépenses de 2021			Budget actuel de 2022			Projet de budget de 2023			Écart entre 2023 et 2022			Écart en pourcentage		
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Direction exécutive et administration															
Bureau exécutif	6 186	-	6 186	6 452	-	6 452	6 999	-	6 999	547	-	547	8%	0%	8%
Bureau de liaison à New York	5 060	-	5 060	4 715	-	4 715	4 774	-	4 774	59	-	59	1%	0%	1%
Bureau de l'inspecteur général, y compris les services d'audit	10 961	3 225	14 186	9 896	4 635	14 531	4 227	5 365	9 592	(5 669)	730	(4 939)	-57%	16%	-34%
Service des affaires juridiques	3 718	1 466	5 184	5 690	2 278	7 968	4 183	2 507	6 691	(1 507)	230	(1 277)	-26%	10%	-16%
Bureau de l'Ombudsman	1 364	-	1 364	1 346	-	1 346	1 443	-	1 443	97	-	97	7%	0%	7%
Bureau de la déontologie	2 861	-	2 861	2 906	-	2 906	2 120	-	2 120	(786)	-	(786)	-27%	0%	-27%
Gestion globale des risques	1 537	3 191	4 728	1 736	3 383	5 119	1 961	3 472	5 433	226	89	314	13%	3%	6%
Service d'évaluation	2 108	606	2 714	2 302	810	3 112	2 654	1 089	3 743	352	279	631	15%	35%	20%
Service de transformation et du changement	2 446	-	2 446	3 362	-	3 362	3 690	-	3 690	328	-	328	10%	0%	10%
Service de la gouvernance	2 663	-	2 663	2 744	-	2 744	2 885	-	2 885	141	-	141	5%	0%	5%
Innovation au HCR	-	2 509	2 509	-	3 318	3 318	-	4 349	4 349	-	1 031	1 031	0%	31%	31%
Office de liaison aux bureau régionaux	-	2 178	2 178	-	2 192	2 192	-	2 465	2 465	-	273	273	0%	12%	12%
Service mondial des données	-	12 443	12 443	-	17 587	17 587	-	18 493	18 493	-	905	905	0%	5%	5%
Sous-total direction exécutive et administration	38 905	25 618	64 523	41 147	34 203	75 350	34 936	37 740	72 675	(6 211)	3 537	(2 674)	-15%	10%	-4%
Division des relations extérieures	31 151	40 160	71 312	31 449	55 174	86 623	31 752	69 088	100 840	303	13 914	14 217	1%	25%	16%
Division de la protection internationale	16 663	8 164	24 827	16 410	14 745	31 155	18 085	15 938	34 023	1 675	1 193	2 868	10%	8%	9%
Division de la résilience et des solutions	2 158	18 809	20 967	3 241	31 426	34 667	3 366	30 882	34 248	125	(544)	(419)	4%	-2%	-1%
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	12 120	10 236	22 355	12 879	23 992	36 871	15 246	15 216	30 462	2 367	(8 776)	(6 410)	18%	-37%	-17%
Division de la planification stratégique et des résultats	20 513	1 774	22 287	19 740	8 978	28 718	18 481	5 276	23 758	(1 259)	(3 701)	(4 960)	-6%	-41%	-17%
Division des systèmes d'information et des télécommunications	36 920	35 881	72 801	42 400	46 121	88 521	39 178	35 745	74 923	(3 222)	(10 376)	(13 598)	-8%	-22%	-15%
Division des ressources humaines	37 827	34 749	72 575	37 149	29 843	66 992	43 419	22 459	65 879	6 270	(7 384)	(1 114)	17%	-25%	-2%
Division de la gestion administrative et financière	30 713	5 024	35 738	23 354	9 845	33 199	30 415	8 581	38 997	7 061	(1 264)	5 798	30%	-13%	17%
Unité de gestion du Centre mondial de services à Budapest	9 377	-	9 377	4 229	-	4 229	4 330	-	4 330	102	-	102	2%	0%	2%
Unité de gestion du Centre mondial de services à Copenhague	5 682	-	5 682	6 019	-	6 019	6 324	-	6 324	305	-	305	5%	0%	5%
Conseil du personnel	1 011	-	1 011	783	-	783	1 116	-	1 116	334	-	334	43%	0%	43%
Sous-total Siège et programmes globaux- appui aux programmes	243 041	180 415	423 456	238 799	254 328	493 127	246 650	240 926	487 576	7 851	(13 402)	(5 551)	3%	-5%	-1%

^a La rubrique Division inclut tous les centres de dépenses indépendamment du lieu.

(en milliers de dollars E.-U.)

Activité de programme	Dépenses de 2021			Budget actuel de 2022			Projet de budget de 2023			Écart entre 2023 et 2022			Écart en pourcentage		
	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total	Siège	Programmes globaux	Total
Interventions en espèces	-	124	124	-	600	600	-	650	650	-	50	50	-	8%	8%
Solutions durables	-	2 438	2 438	-	9 768	9 768	-	6 273	6 273	-	(3 495)	(3 495)	-	-36%	-36%
Projets liés à l'éducation	-	22 834	22 834	-	30 403	30 403	-	33 810	33 810	-	3 407	3 407	-	11%	11%
Projets liés aux urgences	-	15 499	15 499	-	29 582	29 582	-	25 447	25 447	-	(4 135)	(4 135)	-	-14%	-14%
Projets liés à l'environnement	-	451	451	-	750	750	-	860	860	-	110	110	-	15%	15%
Groupes mondiaux	-	599	599	-	956	956	-	956	956	-	-	-	-	0%	0%
Projets liés à la santé	-	1 116	1 116	-	1 656	1 656	-	1 809	1 809	-	152	152	-	9%	9%
Projet d'innovation	-	1 090	1 090	-	7 954	7 954	-	8 500	8 500	-	546	546	-	7%	7%
Partenariats avec le secteur privé	-	142 639	142 639	-	145 532	145 532	-	157 478	157 478	-	11 946	11 946	-	8%	8%
Projets liés à la protection	-	4 148	4 148	-	8 008	8 008	-	9 773	9 773	-	1 765	1 765	-	22%	22%
Projets liés aux médias et à l'information	-	7 104	7 104	-	10 759	10 759	-	10 302	10 302	-	(457)	(457)	-	-4%	-4%
Violences liées au genre, enfants et adolescents	-	1 967	1 967	-	1 448	1 448	-	1 670	1 670	-	223	223	-	15%	15%
Enregistrement, données et gestion des connaissances	-	9 551	9 551	-	13 371	13 371	-	17 217	17 217	-	3 846	3 846	-	29%	29%
Recherche, évaluation et documentation	-	4 843	4 843	-	3 403	3 403	-	4 247	4 247	-	844	844	-	25%	25%
Réinstallation	-	13 429	13 429	-	13 718	13 718	-	16 522	16 522	-	2 804	2 804	-	20%	20%
Projets liés aux abris	-	3 771	3 771	-	3 255	3 255	-	3 324	3 324	-	69	69	-	2%	2%
Projets liés à la formation	-	906	906	-	827	827	-	748	748	-	(80)	(80)	-	-10%	-10%
Divers	-	2 281	2 281	-	3 180	3 180	-	1 603	1 603	-	(1 577)	(1 577)	-	-50%	-50%
Sous-total programmes globaux et activités programmées	-	234 791	234 791	-	285 172	285 172	-	301 189	301 189	-	16 017	16 017	-	6%	6%
Total Siège et programmes globaux	243 041	415 207	658 248	238 799	539 500	778 299	246 650	542 115	788 765	7 851	2 615	10 466	3%	0,5%	1%

3. Budget ordinaire des Nations Unies

77. Les dotations des Nations Unies pour le HCR couvrent les coûts des postes permanents de Haut-Commissaire, de Haut-Commissaire adjoint, de 218 autres postes de gestion et d'administration au Siège et une partie des dépenses administratives récurrentes non liées aux postes au Siège. Le tableau 4 de l'annexe I fournit des détails sur les 220 postes de gestion et d'administration financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

78. Pour 2022, les dotations des Nations Unies s'élèvent à 42,2 millions de dollars E.-U., ce qui représente une diminution de 1 million de dollars E.-U. par rapport à 2021. Le même montant de 42,2 millions de dollars E.-U., figure dans le budget-programme de 2023. Compte tenu du fait que les contributions volontaires sont imprévisibles et ne correspondent pas aux besoins réels, la contribution du budget ordinaire des Nations Unies demeure essentielle, et sa diminution avec le temps devient préoccupant. La part de la contribution des Nations Unies aux dépenses d'administration et de gestion du HCR devrait tomber à 22 % en 2023, alors qu'elle était de 37 % dans le budget biennal 2010-2011.

4. Structure de l'Organisation

79. La structure de l'Organisation au 31 mai 2022 est présentée dans l'annexe IV. Une description sommaire en est faite ci-dessous.

80. Les bureaux et les divisions au Siège comprennent les membres du personnel à Budapest, Copenhague, Genève et New York qui assument les fonctions d'appui aux programmes, ainsi que de gestion et d'administration pour l'Organisation. Le Bureau exécutif relève du Haut-Commissaire. Il assure un leadership efficace, la gestion et l'obligation redditionnelle, ainsi qu'une vision claire et cohérente pour l'Organisation dont il fixe les priorités et stratégies opérationnelles. Il comprend le Haut-Commissaire, le Haut-Commissaire adjoint, le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection, le Haut-Commissaire assistant chargé des opérations, le Chef de Cabinet et leurs équipes, le Service de la gouvernance et le Service mondial des données. Le Bureau de la déontologie, le Service d'évaluation, le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du Directeur du changement, le Bureau de liaison à New York, le Conseiller spécial pour le développement, l'Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique et la Méditerranée centrale, le Représentant spécial conjoint pour les réfugiés et migrants vénézuéliens et le Conseiller principal pour la communication relèvent du Haut-Commissaire.

81. Relèvent du Haut-Commissaire adjoint : la Division de la gestion administrative et financière, la Division des relations extérieures, la Division des ressources humaines, la Division des systèmes d'information et des télécommunications, la Division de la planification stratégique et des résultats, le Service des affaires juridiques, le Bureau de l'Ombudsman, l'Unité de gestion globale des risques, les Centres mondiaux de services à Budapest et Copenhague, le Service de transformation et du changement, le Service de l'innovation, et le Coordonnateur principal pour la prévention et la lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

82. Le Haut-Commissaire assistant chargé de la protection est responsable de la Division de la protection internationale, ainsi que des équipes multipartites d'engagement pour la coordination en faveur du Pacte mondial sur les réfugiés.

83. La Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement, la Division de la résilience et des solutions, les bureaux régionaux, les opérations-pays, le Conseiller principal sur le déplacement interne et le Conseiller spécial sur l'action climatique relèvent du Haut-Commissaire assistant chargé des opérations.

III. Effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

A. Personnel

84. Le personnel du HCR comprend : i) les fonctionnaires sur postes permanents à longue et à courte durée, y compris les personnes travaillant dans le cadre d'arrangements temporaires ; et ii) les administrateurs auxiliaires. Les postes permanents incluent les postes financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

85. Les dépenses liées aux postes permanents sont réparties en dépenses de programme (uniquement dans les bureaux régionaux et les opérations), dépenses d'appui aux programmes (au Siège, dans les bureaux régionaux et les opérations) et dépenses de gestion et d'administration (uniquement au Siège), selon la classification des dépenses du HCR.

86. Le tableau III.1 présente le récapitulatif des postes par région, et pour les programmes globaux et le Siège en 2022 et 2023, avec un total au 31 mai 2022 de 16 412 postes. Les besoins pour 2023 se chiffrent à 16 721 postes, ce qui représente une augmentation nette de 309 postes, soit de 2 %, par rapport à 2022. De ces postes, 261 soit 84 %, sont pour les programmes nationaux et régionaux.

Tableau III.1

Récapitulatif des postes en 2022 et 2023 - par région et pour les programmes globaux et le Siège

(en années-personnes)

	<i>Budget actuel de 2022</i>		<i>Projet de budget de 2023</i>		<i>Écart entre 2023 et 2022</i>	
	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Postes</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Afrique occidentale et centrale	2 044	12%	2 014	12%	(30)	-1%
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	3 686	22%	3 695	22%	9	0%
Afrique australe	1 050	6%	1 095	7%	45	4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 913	18%	2 682	16%	(231)	-8%
Asie et Pacifique	1 714	10%	1 837	11%	123	7%
Europe	1 732	11%	2 046	12%	314	18%
Amériques	1 656	10%	1 687	10%	31	2%
Sous-total programmes nationaux et régionaux	14 795	90%	15 056	90%	261	2%
Programmes globaux ^a	650	4%	699	4%	49	8%
Siège ^b	967	6%	966	6%	(1)	0%
Total	16 412	100%	16 721	100%	309	2%

^a Les chiffres incluent les postes des programmes globaux au niveau des programmes nationaux et régionaux.

^b Les chiffres incluent les postes à Budapest, Copenhague, Genève et New York.

87. Les écarts au niveau du nombre de postes entre le budget actuel de 2022 et le projet de budget de 2023 sont expliqués ci-dessous :

a) Pour l'Europe, l'augmentation en 2023 est due au fait que les postes sont budgétisés pour une année complète alors qu'ils étaient budgétisés pour une partie de l'année en 2022. Ces postes permettront l'exécution en 2023 des programmes prévus et des fonctions d'appui correspondantes, surtout pour la situation en Ukraine. La même explication vaut pour la région Asie-Pacifique qui nécessite en 2023 une budgétisation des postes pour l'année entière concernant l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde, le Myanmar et le Pakistan.

b) Pour l'Afrique australe, l'augmentation s'explique par les besoins de capacité pour répondre aux déplacements forcés prévus au Malawi et au Mozambique. Les

effectifs du Bureau régional seront aussi renforcés afin de satisfaire les besoins en matière d'appui et de contrôle.

c) Pour les Amériques, des postes supplémentaires sont nécessaires pour faire face à l'augmentation des activités de réponse aux flux migratoires et aux demandes d'asile en Équateur et au Mexique.

d) Pour la région Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, l'augmentation est due à la crise en Ethiopie et à la situation prolongée en République démocratique du Congo.

e) Les postes devraient diminuer pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, notamment en Egypte, en Jordanie, au Liban, en Libye et en République arabe syrienne, en raison des ajustements structurels des bureaux et de la consolidation des fonctions.

f) Pour l'Afrique occidentale et centrale, la diminution du nombre de postes résulte aussi de la restructuration du personnel, en fonction de la priorité accordée par la région aux crises majeures.

g) Au Siège, la capacité pour le personnel est restée stable. Au titre des programmes globaux, l'augmentation envisagée s'explique par des investissements pour renforcer la capacité de collecte des contributions volontaires auprès des donateurs privés et par le renforcement de l'appui aux opérations en matière de politique pour la réinstallation et les voies complémentaires. Une unité de lutte contre la fraude est en train d'être créée au Bureau de l'inspecteur général.

88. Le tableau III.2 ci-dessous dresse le récapitulatif des postes en 2022 et 2023 par groupe de grades. Le tableau montre que la capacité en matière de personnel sera renforcée, surtout pour les programmes nationaux et régionaux.

Tableau III.2
Récapitulatif des postes en 2022 et 2023 - par groupe de grades pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège

(en années-personnes)

	Année	Nombre de postes						Écart						
		USG/		D	P	NO	GS/FS	Total	USG/		GS/		Écart en pourcentage	
		ASG	D						ASG	D	NO	FS		Total
Programmes nationaux et régionaux	2021	-	122	3 391	1 508	9 516	14 537							
	2022	-	122	3 563	1 589	9 521	14 795	-	-	172	81	5	258	2%
	2023	-	123	3 636	1 690	9 607	15 056	-	1	73	101	86	261	2%
Programmes globaux	2021	-	14	376	51	128	569							
	2022	-	27	407	61	155	650	-	13	31	10	27	81	14%
	2023	-	16	433	64	186	699	-	(11)	26	3	31	49	8%
Siège	2021	4	45	457	41	425	972							
	2022	4	44	466	43	410	967	-	(1)	9	2	(15)	(5)	-1%
	2023	4	44	468	56	394	966	-	-	2	13	(16)	(1)	0%
Total	2021	4	181	4 224	1 600	10 069	16 078							
	2022	4	193	4 436	1 693	10 086	16 412	-	12	212	93	17	334	2%
	2023	4	183	4 537	1 810	10 187	16 721	-	(10)	101	117	101	309	2%

Abbreviations: USG, Secrétaire général adjoint; ASG, Sous-Secrétaire général; D, Directeur; P, Professionnel; NO, Administrateur national; GS, Services généraux; FS, Service mobile.

89. Le tableau III.3 compare la répartition des postes au titre du budget actuel de 2022 avec celle du projet de budget de 2023, par catégorie de dépenses. Il montre une relative stabilité dans cette répartition, avec une légère réduction de la part du budget consacrée aux postes d'administration et de gestion au Siège.

Tableau III.3
Récapitulatif des postes pour 2022-2023 – selon les catégories programme, appui aux programmes, et gestion et administration

(années-personnes)

	<i>Budget actuel de 2022</i>		<i>Projet de budget de 2023</i>		<i>Écart entre 2023 et 2022</i>	
	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Postes</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Postes</i>	<i>Écart en</i>
		<i>du total</i>		<i>du total</i>		<i>pourcentage</i>
Programme	7 917	48%	8 145	49%	228	3%
Appui aux programmes	7 746	47%	7 842	47%	96	1%
Gestion et administration	749	5%	734	4%	(15)	-2%
Total	16 412	100%	16 721	100%	309	2%

90. Une présentation détaillée des postes par grade, catégorie et région, et pour les programmes globaux et le Siège, figure au tableau 3 de l'annexe I.

91. Le terme « fonctionnaires en attente d'affectation » désigne les fonctionnaires qui ont terminé leur mission et qui n'ont pas encore été réaffectés. Comme l'indique le tableau III.4 ci-dessous, au 31 mai 2022, il y avait 12 fonctionnaires en attente d'affectation, contre 23 au 30 juin 2021.¹⁴

Tableau III.4
Fonctionnaires en attente d'affectation au 31 mai 2022

Durée	D1	P5	P3/P4	P2	Total
Jusqu'à 6 mois	2	3	5	-	10
De 7 à 12 mois	1	-	-	-	1
Plus de 12 mois	-	-	1	-	1
Total	3	3	6	-	12

92. Au 31 mai 2022, il y avait 64 administrateurs auxiliaires au HCR, dont 47 dans les programmes nationaux et régionaux et 17 au Siège.

B. Personnel associé

93. Cette catégorie comprend les volontaires des Nations Unies, les agents déployés (toute personne qu'un organisme partenaire, un gouvernement ou toute autre entité extérieure déploie ou détache dans une opération du HCR) et les consultants. Au 31 mai 2022, il y avait 746 volontaires des Nations Unies, tous basés dans les programmes nationaux et régionaux. Un autre groupe de 173 consultants ont été recrutés pour fournir de l'expertise à court terme dans les domaines comme l'évaluation, l'innovation, la stratégie et le marketing.

¹⁴ A/AC.96/1213/Rev.1.

Annexe I

[Anglais uniquement]

Tables

1. Overall budget summary by cost category: 2021 expenditure, 2022 current budget and 2023 proposed budget – by programme, programme support, and management and administration
- 2a. 2022 current budget and 2023 proposed budget – by impact area and by region/subregion/operation, global programmes and headquarters
- 2b. 2022 current budget and 2023 proposed budget – by impact area and by region/subregion/operation, global programmes and headquarters: variances
3. 2021-2023 posts: overall summary of post levels – by grade, by programme, programme support, and management and administration, and by region, global programmes and headquarters
4. Posts funded from the 2023 United Nations regular budget
5. Expenditure in 2020, 2021, 2022 (forecast), 2022 current budget and 2023 proposed budget – by chapter of expenditure
6. 2022 supplementary budgets (at 31 May 2022)

Table 1

Overall budget summary by cost category: 2021 expenditure, 2022 current budget and 2023 proposed budget – by programme, programme support, and management and administration

(in thousands of US dollars)

	2021		2022		2023		Variance	
	Expenditure		Current budget		Proposed budget		2023 vs 2022	
	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% over total	Amount	% change
Programme								
Country and regional programmes	3 722 409	76%	8 542 362	81%	8 141 417	80%	(400 946)	-5%
Global programmes	234 791	5%	285 172	3%	301 189	3%	16 017	6%
Subtotal programme	3 957 201	80%	8 827 534	84%	8 442 605	83%	(384 929)	-4%
Programme support								
Country and regional programmes	528 929	11%	773 839	7%	783 397	8%	9 558	1%
Global programmes	180 415	4%	254 328	2%	240 926	2%	(13 402)	-5%
Headquarters: support divisions/services	46 527	0,9%	46 120	0%	53 372	1%	7 252	16%
Subtotal programme support	755 872	15%	1 074 287	10%	1 077 695	11%	3 408	0%
Management and administration								
Headquarters: annual budget	153 381	3%	150 467	1%	151 065	1%	598	0%
Headquarters: United Nations regular budget	43 132	1%	42 212	0%	42 212	0%	-	0%
Subtotal management and administration	196 513	4%	192 679	2%	193 277	2%	598	0%
Subtotal programmed activities	4 909 587	100%	10 094 500	96%	9 713 578	95%	(380 922)	-4%
Operational reserve	-	0%	427 502	4%	485 679	5%	58 177	14%
Subtotal programmed activities and operational reserve	4 909 587	100%	10 522 003	100%	10 199 257	100%	(322 745)	-3%
Junior Professional Officers	8 388	0%	12 000	0%	12 000	0%	-	0%
Total	4 917 975	100%	10 534 003	100%	10 211 257	100%	(322 745)	-3%

Table 2a
2022 current budget and 2023 proposed budget – by impact area and by region/subregion/operation, global programmes and headquarters

(in thousands of US dollars)

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>2022 Current budget</i>					<i>2023 Proposed budget</i>				
	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	3 378	9 370	2 269	1 723	16 740	4 724	9 364	2 603	2 199	18 890
Regional activities for West and Central Africa	841	2 334	565	429	4 169	1 020	2 021	562	474	4 077
Burkina Faso	30 693	46 599	22 710	9 881	109 883	38 782	43 887	27 751	10 451	120 871
Cameroon Regional Representation	12 598	72 482	59 917	9 260	154 257	16 056	79 922	38 708	8 090	142 776
Central African Republic (the)	15 871	24 835	-	39 294	80 000	9 449	36 078	-	41 157	86 685
Chad	21 639	87 298	41 076	10 716	160 730	33 650	81 797	42 334	14 730	172 511
Côte d'Ivoire	5 012	2 988	2 226	10 869	21 095	8 436	4 358	2 347	771	15 912
Ghana	1 916	4 179	-	891	6 985	1 551	3 396	-	1 181	6 128
Liberia	2 531	6 200	1 938	4 808	15 477	3 410	2 761	3 274	555	10 000
Mali	16 368	21 636	15 752	12 654	66 410	4 553	29 502	12 741	19 613	66 410
Niger (the)	50 245	44 637	29 808	6 005	130 696	86 526	33 067	8 069	8 011	135 673
Nigeria	55 331	-	-	42 908	98 239	25 100	41 980	17 610	13 549	98 239
Senegal Regional Representation	10 465	-	-	8 921	19 386	10 239	-	-	8 076	18 315
West and Central Africa	226 889	322 558	176 262	158 358	884 066	243 496	368 133	155 999	128 859	896 486

(in thousands of US dollars)

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>2022 Current budget</i>					<i>2023 Proposed budget</i>				
	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
East and Horn of Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for the East and Horn of Africa and the Great Lakes	6 596	3 622	4 691	3 696	18 606	5 084	10 078	2 801	2 366	20 330
Regional activities for the East and Horn of Africa and the Great Lakes	1 483	4 114	996	756	7 350	2 319	4 596	1 278	1 079	9 272
Other operations in Africa	2 527	-	-	-	2 527	1 121	2 222	618	522	4 482
Burundi	5 276	46 182	19 574	9 508	80 539	12 964	49 224	14 784	16 385	93 357
Djibouti	6 129	5 533	4 682	1 899	18 242	5 770	7 820	6 396	967	20 953
Eritrea	281	702	244	4 985	6 212	261	971	126	4 854	6 212
Ethiopia	106 062	195 618	17 642	15 944	335 265	83 169	220 688	52 831	13 971	370 659
Kenya	17 917	63 720	26 600	37 283	145 520	18 951	75 019	30 846	28 620	153 436
Rwanda	9 093	48 451	19 566	9 677	86 786	14 018	43 171	21 954	11 346	90 489
Somalia	32 591	83 706	25 656	15 543	157 496	27 576	67 199	26 600	52 799	174 175
South Sudan	63 938	99 788	28 066	23 035	214 826	40 772	61 811	100 444	19 340	222 368
Sudan (the)	86 985	158 815	24 833	78 262	348 894	128 777	208 644	32 596	26 197	396 214
Uganda	102 102	137 542	96 550	7 199	343 393	88 317	190 168	49 724	15 184	343 393
United Republic of Tanzania (the)	41 942	61 862	-	10 725	114 530	45 979	55 247	-	14 684	115 910
East and Horn of Africa and the Great Lakes	482 921	909 654	269 099	218 511	1 880 186	475 079	996 859	340 997	208 314	2 021 249

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	2022 Current budget					2023 Proposed budget				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Southern Africa										
Regional Bureau for southern Africa	2,499	6,932	1,678	1,274	12,384	3,356	6,652	1,849	1,562	13,420
Regional activities for southern Africa	892	2,473	599	455	4,419	4,500	-	-	-	4,500
Angola	8,426	-	-	21,464	29,889	8,746	-	-	21,045	29,791
Congo (Republic of)	22,338	-	8,410	6,657	37,406	24,368	-	8,877	7,024	40,269
Democratic Republic of the Congo (the)	55,565	105,442	37,134	27,280	225,421	51,456	93,546	35,762	51,818	232,581
Malawi	4,235	-	-	18,354	22,589	10,108	-	17,112	-	27,221
Mozambique	13,122	16,791	6,761	-	36,674	15,497	14,961	11,164	5,818	47,440
South Africa Regional Representation	15,053	-	10,866	6,933	32,853	19,406	-	10,139	8,350	37,895
Zambia	24,447	-	-	-	24,447	25,524	-	-	-	25,524
Zimbabwe	5,153	2,999	1,332	943	10,427	-	10,701	2,121	-	12,822
Southern Africa	151,729	134,638	66,781	83,361	436,508	162,961	125,861	87,024	95,617	471,462
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for the Middle East and North Africa	4,550	12,621	3,056	2,320	22,547	5,660	11,217	3,118	2,634	22,629
Regional activities for the Middle East and North Africa	6,055	16,792	4,066	3,087	30,000	30,000	-	-	-	30,000
Subtotal Middle East and North Africa	10,605	29,413	7,122	5,408	52,547	35,660	11,217	3,118	2,634	52,629
Middle East										
Other operations in the Middle East										
East	3,692	1,313	-	15,435	20,440	5,434	15,020	-	29	20,483
Iraq	49,846	195,177	13,689	88,647	347,359	48,165	184,305	12,499	94,974	339,943
Israel	6,710	-	-	832	7,542	6,487	-	-	1,330	7,818
Jordan	52,810	298,151	45,289	12,128	408,378	46,278	282,212	55,643	5,977	390,111
Lebanon	37,398	450,185	44,495	2,248	534,326	87,717	442,338	24,203	5,927	560,185
Saudi Arabia Regional Representation	5,452	6,213	-	-	11,664	7,018	5,306	-	-	12,324
Syrian Arab Republic	38,973	331,934	94,198	105	465,211	37,229	337,210	89,719	1,322	465,480
Yemen	25,303	251,930	-	14,098	291,330	17,569	275,205	16,345	11,345	320,463
Subtotal Middle East	220,184	1,534,904	197,670	133,493	2,086,250	255,897	1,541,597	198,408	120,904	2,116,807

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	2022 Current budget					2023 Proposed budget				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
North Africa										
Algeria	4,137	31,248	8,884	604	44,872	4,712	29,684	8,930	538	43,865
Egypt	26,109	66,260	27,747	5,873	125,990	25,863	71,655	30,220	3,475	131,212
Libya	15,631	46,358	6,237	1,774	70,000	18,082	38,986	9,178	3,753	70,000
Mauritania	4,779	16,069	7,614	2,433	30,896	6,525	14,502	7,263	3,969	32,259
Morocco	1,144	-	8,356	-	9,500	2,789	5,146	2,465	-	10,400
Tunisia	5,939	-	2,571	-	8,511	5,655	-	2,882	-	8,538
Western Sahara confidence-building measures	-	1,965	2,140	-	4,106	-	2,166	2,278	-	4,444
Subtotal North Africa	57,740	161,900	63,549	10,685	293,873	63,626	162,139	63,218	11,735	300,718
Subtotal Middle East and North Africa	288,528	1,726,217	268,340	149,585	2,432,670	355,183	1,714,953	264,744	135,273	2,470,154
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and the Pacific	6,346	3,549	859	4,476	15,231	3,859	7,648	2,126	1,796	15,429
Regional activities for Asia and the Pacific	14,827	680	165	125	15,797	4,025	7,977	2,218	1,873	16,093
Subtotal Asia	21,173	4,230	1,024	4,601	31,028	7,884	15,626	4,344	3,669	31,522
South-West Asia										
Afghanistan	5,550	250,117	47,540	37,139	340,346	7,446	73,835	45,304	89,298	215,883
Iran (Islamic Republic of)	16,085	81,821	7,088	14,401	119,394	14,263	80,176	5,586	14,047	114,072
Pakistan	20,545		79,056	29,395	128,995	17,878		78,297	24,033	120,208
Subtotal South-West Asia	42,179	331,937	133,684	80,935	588,735	39,587	154,011	129,187	127,378	450,163
Central Asia										
Kazakhstan Regional Representation	7,434			1,318	8,751	4,193			2,249	6,441
Tajikistan	9,046	820		935	10,801	1,238	1,250		1,125	3,613
Subtotal Central Asia	16,479	820		2,253	19,552	5,430	1,250		3,374	10,054

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	2022 Current budget					2023 Proposed budget				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
South Asia										
India	3,449	6,653	2,758	1,358	14,217	18,989			2,712	21,701
Nepal	1,668			2,454	4,122	1,116			3,208	4,324
Sri Lanka	1,846	213	438	854	3,350	384	1,307		583	2,274
Subtotal South Asia	6,962	6,866	3,195	4,666	21,689	20,489	1,307		6,503	28,299
South-East Asia										
Bangladesh	16,118	206,700	60,391	1,877	285,086	46,823	190,827	31,315	6,035	275,000
Indonesia	2,254	6,594	2,469	1,158	12,475	2,358	6,616	2,492	1,650	13,115
Malaysia	4,917	5,947	8,112	3,340	22,315	6,850	5,662	7,580	2,377	22,469
Myanmar	56,699				56,699	68,657				68,657
Philippines	752	895	1,074	915	3,637	369	774	247	499	1,889
Thailand Regional Representation	7,880	10,146	4,021	2,794	24,841	7,891	12,039	3,959	1,981	25,870
Subtotal South-East Asia	88,621	230,282	76,067	10,083	405,053	132,947	215,918	45,593	12,542	407,000
East Asia and the Pacific										
Australia Regional Representation	3,509			1,133	4,642	2,924		820	2,074	5,818
China	2,549	1,088		828	4,465	2,714	1,191		885	4,789
Japan	4,131				4,131	4,372				4,372
Republic of Korea	1,784		340	184	2,308	2,014		360	350	2,723
Subtotal East Asia and the Pacific	11,973	1,088	340	2,145	15,546	12,023	1,191	1,179	3,308	17,702
Subtotal Asia and the Pacific	187,389	575,223	214,310	104,682	1,081,604	218,361	389,302	180,303	156,774	944,741

<i>Region / subregion / operation</i>	<i>2022 Current budget</i>					<i>2023 Proposed budget</i>				
	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>	<i>Attaining favorable protection environments</i>	<i>Realizing rights in safe environments</i>	<i>Empowering communities and achieving gender equality</i>	<i>Securing solutions</i>	<i>Total</i>
Europe										
Regional Bureau for Europe	4,270	11,842	2,867	2,177	21,156	6,210	12,309	3,422	2,890	24,831
Regional activities for Europe	19,381	53,753	13,015	9,882	96,030	5,940	11,773	3,273	2,764	23,750
Other operations in Europe	5,261				5,261	5,300				5,300
Subtotal Europe	28,911	65,595	15,882	12,060	122,447	17,450	24,082	6,695	5,654	53,881
Eastern Europe										
Armenia	4,063			9,728	13,791	3,854			8,982	12,836
Azerbaijan	1,008	4,358	942	1,495	7,802	576	3,885	1,566	1,373	7,401
Georgia	1,331		5,606		6,936	1,841		5,044		6,885
Russian Federation (the)	3,103			998	4,101	3,928			1,480	5,408
Türkiye	98,857	134,441	102,846	13,226	349,370	100,013	129,875	102,935	15,677	348,500
Ukraine	61,387	487,689	4,266	5,958	559,300	44,142	375,645		32,713	452,500
Subtotal Eastern Europe	169,749	626,488	113,660	31,405	941,301	154,354	509,405	109,545	60,225	833,529
South-eastern Europe										
Albania	2,061			1,439	3,500	2,011			1,489	3,500
Bosnia and Herzegovina	7,980			2,552	10,532	5,957			2,750	8,707
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	2,594			766	3,360	2,623			737	3,360
Montenegro	2,110			454	2,564	2,007			802	2,809
North Macedonia	3,499				3,499	3,840				3,840
Serbia		5,835	3,786		9,621	4,914		4,642		9,556
Subtotal south-eastern Europe	18,243	5,835	3,786	5,211	33,075	21,351		4,642	5,778	31,771

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	2022 Current budget					2023 Proposed budget				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	986	4,148			5,134	4,325				4,325
Belgium Regional Representation	11,406				11,406	11,964				11,964
Bulgaria	1,943	18,000			19,943	8,354				8,354
Croatia	1,309			808	2,117	1,458		886		2,345
Cyprus	3,187				3,187	3,187				3,187
France	4,247				4,247	4,345				4,345
Germany	2,537				2,537	2,537				2,537
Greece	37,622		10,017	13,862	61,500	28,232			20,303	48,535
Hungary Regional Representation	2,636	56,938			59,574	42,900				42,900
Italy Regional Representation	5,864		6,866	9,222	21,952	9,533		12,589		22,122
Malta	1,039		841		1,880	1,157		928		2,085
Republic of Moldova (the)	470	152,075			152,545	85,500				85,500
Poland	2,811	208,500			211,311	67,900				67,900
Romania	745	144,946		1,778	147,469	39,721			9,779	49,500
Spain	4,416		595	783	5,794	5,520		523	763	6,806
Sweden Regional Representation	4,099	6,028		1,444	11,571	7,899			1,147	9,046
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	1,564			1,029	2,593	2,880			21	2,901
Subtotal northern, western, central and southern Europe	86,881	590,636	18,318	28,926	724,761	327,414		1,450	45,488	374,352
Subtotal Europe	303,783	1,288,553	151,646	77,602	1,821,584	520,569	533,487	122,331	117,146	1,293,533
Americas										
Regional Bureau for the Americas	4,301	11,929	2,888	2,193	21,312	4,824	9,560	2,658	2,245	19,286
Regional activities for the Americas	2,122	5,885	1,425	1,082	10,513	1,904	3,774	1,049	886	7,613
Other operations in the Americas						1,232	2,442	679	573	4,925
Subtotal Americas	6,423	17,814	4,313	3,275	31,825	7,959	15,776	4,386	3,704	31,825

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	2022 Current budget					2023 Proposed budget				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
North America and the Caribbean										
Canada	1,447			1,297	2,744	1,854			1,154	3,008
United States of America										
Regional Representation	29,096	3,136	4,459	6,699	43,390	21,311	7,555	6,695	9,973	45,534
Subtotal North America and Caribbean	30,543	3,136	4,459	7,996	46,134	23,165	7,555	6,695	11,127	48,542
Latin America										
Argentina Regional Representation	12,421	24,421		12,322	49,164	17,674	23,111		15,447	56,231
Brazil	7,677	21,835	12,588	10,374	52,473	7,678	21,829	12,575	10,392	52,473
Colombia	55,242	40,385	9,796	16,649	122,071	49,165	44,437	14,475	13,995	122,071
Costa Rica	7,020	19,057	3,166	4,659	33,902	6,267	15,751	4,220	10,513	36,751
Ecuador	9,972	34,030	24,471	7,635	76,108	25,815	20,090		30,095	76,000
El Salvador	4,707	5,983	7,652	5,265	23,607	4,357	9,868	4,867	6,875	25,968
Guatemala	17,155	6,776	4,279	14,265	42,475	9,403	9,403	6,018	12,788	37,611
Honduras	16,007		5,783	6,849	28,640	6,017	8,626	6,417	9,026	30,087
Mexico	47,771		1,281	47,551	96,603	72,993		2,075	44,624	119,693
Panama Regional Representation	18,525	7,699		28,082	54,306	21,723			33,716	55,439
Peru	15,108	27,275	15,163	3,569	61,115	18,202	29,743	24,432	961	73,338
Venezuela (Bolivarian Republic of)		61,159			61,159		61,159			61,159
Subtotal Latin America	211,605	248,620	84,179	157,219	701,624	239,294	244,016	75,079	188,432	746,822
Subtotal Americas	248,571	269,571	92,951	168,490	779,583	270,419	267,347	86,160	203,263	827,188
Subtotal country and regional programmes	1,889,810	5,226,414	1,239,389	960,589	9,316,201	2,246,069	4,395,941	1,237,558	1,045,245	8,924,814
Global programmes	99,340	290,075	96,390	53,695	539,500	125,431	289,201	69,111	58,371	542,115
Headquarters	48,100	133,872	32,301	24,526	238,799	57,874	129,955	31,888	26,933	246,650
Subtotal programmed activities	2,037,249	5,650,361	1,368,079	1,038,811	10,094,500	2,429,374	4,815,097	1,338,558	1,130,549	9,713,578
Operational reserve					427,502					485,679
Subtotal programmed activities and operational reserve	2,037,249	5,650,361	1,368,079	1,038,811	10,522,003	2,429,374	4,815,097	1,338,558	1,130,549	10,199,257
Junior Professional Officers					12,000					12,000
Total	2,037,249	5,650,361	1,368,079	1,038,811	10,534,003	2,429,374	4,815,097	1,338,558	1,130,549	10,211,257

Table 2b
2022 current budget and 2023 proposed budget – by impact area and by region/subregion/operation, global programmes and headquarters: variances

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
West and Central Africa										
Regional Bureau for West and Central Africa	1,346	(6)	334	476	2,150	40%	0%	15%	28%	13%
Regional activities for West and Central Africa	178	(313)	(3)	45	(92)	21%	-13%	-1%	11%	-2%
Burkina Faso	8,090	(2,712)	5,040	570	10,988	26%	-6%	22%	6%	10%
Cameroon Regional Representation	3,458	7,440	(21,209)	(1,170)	(11,481)	27%	10%	-35%	-13%	-7%
Central African Republic (the)	(6,422)	11,243		1,864	6,685	-40%	45%		5%	8%
Chad	12,010	(5,501)	1,257	4,015	11,781	56%	-6%	3%	37%	7%
Côte d'Ivoire	3,425	1,370	121	(10,098)	(5,183)	68%	46%	5%	-93%	-25%
Ghana	(364)	(783)		291	(857)	-19%	-19%		33%	-12%
Liberia	879	(3,439)	1,336	(4,253)	(5,477)	35%	-55%	69%	-88%	-35%
Mali	(11,815)	7,866	(3,010)	6,959	0	-72%	36%	-19%	55%	0%
Niger (the)	36,281	(11,570)	(21,739)	2,006	4,977	72%	-26%	-73%	33%	4%
Nigeria	(30,231)	41,980	17,610	(29,359)	0	-55%			-68%	0%
Senegal Regional Representation	(226)			(845)	(1,071)	-2%			-9%	-6%
West and Central Africa	16,608	45,575	(20,263)	(29,499)	12,420	7%	14%	-11%	-19%	1%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
East and Horn of Africa and the Great Lakes										
Regional Bureau for the East and Horn Africa and the Great Lakes	(1,512)	6,455	(1,889)	(1,330)	1,724	-23%	178%	-40%	-36%	9%
Regional activities for the East and Horn of Africa and the Great Lakes	836	482	282	323	1,922	56%	12%	28%	43%	26%
Other operations in Africa	(1,406)	2,222	618	522	1,956	-56%				77%
Burundi	7,689	3,042	(4,790)	6,877	12,818	146%	7%	-24%	72%	16%
Djibouti	(359)	2,287	1,714	(931)	2,711	-6%	41%	37%	-49%	15%
Eritrea	(20)	268	(118)	(130)	(0)	-7%	38%	-48%	-3%	0%
Ethiopia	(22,893)	25,070	35,189	(1,973)	35,394	-22%	13%	199%	-12%	11%
Kenya	1,034	11,300	4,245	(8,663)	7,916	6%	18%	16%	-23%	5%
Rwanda	4,925	(5,279)	2,387	1,669	3,703	54%	-11%	12%	17%	4%
Somalia	(5,016)	(16,507)	945	37,256	16,678	-15%	-20%	4%	240%	11%
South Sudan	(23,166)	(37,977)	72,378	(3,695)	7,541	-36%	-38%	258%	-16%	4%
Sudan (the)	41,792	49,829	7,764	(52,065)	47,320	48%	31%	31%	-67%	14%
Uganda	(13,785)	52,626	(46,826)	7,984	0	-14%	38%	-48%	111%	0%
United Republic of Tanzania (the)	4,037	(6,615)		3,958	1,380	10%	-11%		37%	1%
East and Horn of Africa and the Great Lakes	(7,842)	87,204	71,898	(10,197)	141,063	-2%	10%	27%	-5%	8%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Southern Africa										
Regional Bureau for southern Africa	857	(279)	171	288	1,036	34%	-4%	10%	23%	8%
Regional activities for southern Africa	3,608	(2,473)	(599)	(455)	81	405%	-100%	-100%	-100%	2%
Angola	321			(419)	(98)	4%			-2%	0%
Congo (Republic of)	2,030		467	367	2,863	9%		6%	6%	8%
Democratic Republic of the Congo (the)	(4,109)	(11,897)	(1,372)	24,538	7,160	-7%	-11%	-4%	90%	3%
Malawi	5,874		17,112	(18,354)	4,632	139%			-100%	21%
Mozambique	2,375	(1,830)	4,403	5,818	10,766	18%	-11%	65%		29%
South Africa Regional Representation	4,352		(728)	1,417	5,042	29%		-7%	20%	15%
Zambia	1,077				1,077	4%				4%
Zimbabwe	(5,153)	7,702	789	(943)	2,395	-100%	257%	59%	-100%	23%
Southern Africa	11,232	(8,777)	20,243	12,256	34,954	7%	-7%	30%	15%	8%
Middle East and North Africa										
Regional Bureau for the Middle East and North Africa	1,109	(1,403)	63	313	82	24%	-11%	2%	14%	0%
Regional activities for the Middle East and North Africa	23,945	(16,792)	(4,066)	(3,087)	(0)	395%	-100%	-100%	-100%	0%
Subtotal Middle East and North Africa	25,055	(18,196)	(4,003)	(2,774)	82	236%	-62%	-56%	-51%	0%
Middle East										
Other operations in the Middle East	1,742	13,707		(15,406)	43	47%	1044%		-100%	0%
Iraq	(1,681)	(10,872)	(1,190)	6,328	(7,415)	-3%	-6%	-9%	7%	-2%
Israel	(222)			498	276	-3%			60%	4%
Jordan	(6,532)	(15,939)	10,354	(6,151)	(18,268)	-12%	-5%	23%	-51%	-4%
Lebanon	50,319	(7,848)	(20,291)	3,680	25,859	135%	-2%	-46%	164%	5%
Saudi Arabia Regional Representation	1,566	(906)			660	29%	-15%			6%
Syrian Arab Republic	(1,744)	5,276	(4,479)	1,217	269	-4%	2%	-5%	1159%	0%
Yemen	(7,734)	23,275	16,345	(2,753)	29,133	-31%	9%		-20%	10%
Subtotal Middle East	35,714	6,693	738	(12,588)	30,557	16%	0%	0%	-9%	1%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
North Africa										
Algeria	576	(1,563)	47	(66)	(1,006)	14%	-5%	1%	-11%	-2%
Egypt	(247)	5,395	2,473	(2,399)	5,223	-1%	8%	9%	-41%	4%
Libya	2,452	(7,372)	2,941	1,979	0	16%	-16%	47%	112%	0%
Mauritania	1,745	(1,568)	(350)	1,536	1,363	37%	-10%	-5%	63%	4%
Morocco	1,644	5,146	(5,890)		900	144%		-70%		9%
Tunisia	(284)		311		27	-5%		12%		0%
Western Sahara confidence-building measures		201	137		338		10%	6%		8%
Subtotal North Africa	5,887	238	(331)	1,051	6,845	10%	0%	-1%	10%	2%
Subtotal Middle East and North Africa	66,655	(11,264)	(3,596)	(14,312)	37,483	23%	-1%	-1%	-10%	2%
Asia and the Pacific										
Regional Bureau for Asia and The Pacific	(2,487)	4,099	1,267	(2,680)	198	-39%	115%	147%	-60%	1%
Regional activities for Asia and The Pacific	(10,802)	7,297	2,053	1,748	295	-73%	1073%	1246%	1397%	2%
Subtotal Asia	(13,289)	11,396	3,320	(932)	494	-63%	269%	324%	-20%	2%
South-West Asia										
Afghanistan	1,896	(176,282)	(2,235)	52,159	(124,462)	34%	-70%	-5%	140%	-37%
Iran (Islamic Republic of)	(1,822)	(1,645)	(1,501)	(354)	(5,322)	-11%	-2%	-21%	-2%	-4%
Pakistan	(2,666)		(760)	(5,361)	(8,787)	-13%		-1%	-18%	-7%
Subtotal South-West Asia	(2,592)	(177,926)	(4,496)	46,443	(138,572)	-6%	-54%	-3%	57%	-24%
Central Asia										
Kazakhstan Regional Representation	(3,241)			931	(2,310)	-44%			71%	-26%
Tajikistan	(7,808)	430		190	(7,188)	-86%	52%		20%	-67%
Subtotal Central Asia	(11,049)	430		1,121	(9,498)	-67%	52%		50%	-49%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022 Amount					Variance 2023 vs 2022 %				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
South Asia										
India	15,540	(6,653)	(2,758)	1,354	7,483	451%	-100%	-100%	100%	53%
Nepal	(552)			754	202	-33%			31%	5%
Sri Lanka	(1,461)	1,094	(438)	(271)	(1,075)	-79%	514%	-100%	-32%	-32%
Subtotal South Asia	13,527	(5,559)	(3,195)	1,838	6,610	194%	-81%	-100%	39%	30%
South-East Asia										
Bangladesh	30,705	(15,873)	(29,076)	4,158	(10,086)	190%	-8%	-48%	222%	-4%
Indonesia	103	23	23	492	640	5%	0%	1%	42%	5%
Malaysia	1,933	(285)	(531)	(963)	154	39%	-5%	-7%	-29%	1%
Myanmar	11,958				11,958	21%				21%
Philippines	(384)	(122)	(827)	(415)	(1,747)	-51%	-14%	-77%	-45%	-48%
Thailand Regional Representation	11	1,893	(62)	(812)	1,029	0%	19%	-2%	-29%	4%
Subtotal South-East Asia	44,326	(14,364)	(30,474)	2,459	1,948	50%	-6%	-40%	24%	0%
East Asia and the Pacific										
Australia Regional Representation	(585)		820	941	1,176	-17%			83%	25%
China	165	103		57	324	6%	9%		7%	7%
Japan	241				241	6%				6%
Republic of Korea	229		20	166	415	13%		6%	90%	18%
Subtotal East Asia and the Pacific	50	103	840	1,164	2,156	0%	9%	247%	54%	14%
Subtotal Asia and the Pacific	30,972	(185,921)	(34,007)	52,092	(136,863)	17%	-32%	-16%	50%	-13%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Europe										
Regional Bureau for Europe	1,940	466	554	713	3,674	45%	4%	19%	33%	17%
Regional activities for Europe	(13,441)	(41,980)	(9,742)	(7,118)	(72,280)	-69%	-78%	-75%	-72%	-75%
Other operations in Europe	39				39	1%				1%
Subtotal Europe	(11,461)	(41,513)	(9,187)	(6,405)	(68,567)	-40%	-63%	-58%	-53%	-56%
Eastern Europe										
Armenia	(210)			(746)	(956)	-5%			-8%	-7%
Azerbaijan	(432)	(472)	624	(122)	(402)	-43%	-11%	66%	-8%	-5%
Georgia	511		(562)		(51)	38%		-10%		-1%
Russian Federation (the)	825			482	1,307	27%			48%	32%
Türkiye	1,157	(4,566)	89	2,451	(870)	1%	-3%	0%	19%	0%
Ukraine	(17,245)	(112,044)	(4,266)	26,755	(106,800)	-28%	-23%	-100%	449%	-19%
Subtotal Eastern Europe	(15,395)	(117,083)	(4,115)	28,821	(107,772)	-9%	-19%	-4%	92%	-11%
South-eastern Europe										
Albania	(50)			50	0	-2%			3%	0%
Bosnia and Herzegovina	(2,023)			198	(1,825)	-25%			8%	-17%
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	29			(29)	0	1%			-4%	0%
Montenegro	(103)			348	245	-5%			77%	10%
North Macedonia	341				341	10%				10%
Serbia	4,914	(5,835)	856		(65)		-100%	23%		-1%
Subtotal south-eastern Europe	3,108	(5,835)	856	567	(1,304)	17%	-100%	23%	11%	-4%

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
Northern, western, central and southern Europe										
Belarus	3,340	(4,148)			(809)	339%	-100%			-16%
Belgium Regional Representation	559				559	5%				5%
Bulgaria	6,411	(18,000)			(11,589)	330%	-100%			-58%
Croatia	149			78	228	11%			10%	11%
Cyprus	0				0	0%				0%
France	98				98	2%				2%
Germany	(0)				(0)	0%				0%
Greece	(9,389)		(10,017)	6,441	(12,965)	-25%		-100%	46%	-21%
Hungary Regional Representation	40,264	(56,938)			(16,674)	1527%	-100%			-28%
Italy Regional Representation	3,669		(6,866)	3,367	170	63%		-100%	37%	1%
Malta	118		87		205	11%		10%		11%
Republic of Moldova (the)	85,030	(152,075)			(67,045)	18109%	-100%			-44%
Poland	65,089	(208,500)			(143,411)	2315%	-100%			-68%
Romania	38,976	(144,946)		8,001	(97,969)	5233%	-100%		450%	-66%
Spain	1,104		(72)	(20)	1,012	25%		-12%	-3%	17%
Sweden Regional Representation	3,800	(6,028)		(297)	(2,525)	93%	-100%		-21%	-22%
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	1,316			(1,008)	308	84%			-98%	12%
Subtotal northern, western, central and southern Europe	240,533	(590,636)	(16,868)	16,562	(350,408)	277%	-100%	-92%	57%	-48%
Subtotal Europe	216,786	(755,066)	(29,314)	39,544	(528,051)	71%	-59%	-19%	51%	-29%
The Americas										
Regional Bureau for the Americas	522	(2,369)	(231)	52	(2,025)	12%	-20%	-8%	2%	-10%
Regional activities for the Americas	(218)	(2,111)	(376)	(196)	(2,900)	-10%	-36%	-26%	-18%	-28%
Other operations in the Americas	1,232	2,442	679	573	4,925					
Subtotal the Americas	1,537	(2,038)	72	429	0	24%	-11%	2%	13%	0%

(in thousands of US dollars)

Region / subregion / operation	Variance 2023 vs 2022					Variance 2023 vs 2022				
	Amount					%				
	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total	Attaining favorable protection environments	Realizing rights in safe environments	Empowering communities and achieving gender equality	Securing solutions	Total
North America and the Caribbean										
Canada	407			(143)	264	28%			-11%	10%
United States of America Regional Representation	(7,785)	4,419	2,236	3,274	2,143	-27%	141%	50%	49%	5%
Subtotal North America and the Caribbean	(7,378)	4,419	2,236	3,131	2,407	-24%	141%	50%	39%	5%
Latin America										
Argentina Regional Representation	5,253	(1,310)		3,125	7,067	42%	-5%		25%	14%
Brazil	1	(6)	(13)	19	0	0%	0%	0%	0%	0%
Colombia	(6,077)	4,052	4,679	(2,654)	(0)	-11%	10%	48%	-16%	0%
Costa Rica	(753)	(3,307)	1,054	5,855	2,849	-11%	-17%	33%	126%	8%
Ecuador	15,843	(13,940)	(24,471)	22,460	(108)	159%	-41%	-100%	294%	0%
El Salvador	(350)	3,885	(2,785)	1,610	2,361	-7%	65%	-36%	31%	10%
Guatemala	(7,752)	2,627	1,738	(1,477)	(4,864)	-45%	39%	41%	-10%	-11%
Honduras	(9,990)	8,626	634	2,177	1,447	-62%		11%	32%	5%
Mexico	25,222		794	(2,927)	23,089	53%		62%	-6%	24%
Panama Regional Representation	3,198	(7,699)		5,634	1,133	17%	-100%		20%	2%
Peru	3,094	2,468	9,269	(2,608)	12,223	20%	9%	61%	-73%	20%
Venezuela (Bolivarian Republic of)		0			0		0%			0%
Subtotal Latin America	27,689	(4,605)	(9,100)	31,213	45,198	13%	-2%	-11%	20%	6%
Subtotal the Americas	21,848	(2,224)	(6,792)	34,773	47,605	9%	-1%	-7%	21%	6%
Subtotal country and regional programmes	356,259	(830,472)	(1,830)	84,656	(391,388)	19%	-16%	0%	9%	-4%
Global programmes	26,091	(874)	(27,279)	4,676	2,615	26%	0%	-28%	9%	0%
Headquarters	9,775	(3,918)	(412)	2,406	7,851	20%	-3%	-1%	10%	3%
Subtotal programmed activities	392,125	(835,264)	(29,522)	91,738	(380,922)	19%	-15%	-2%	9%	-4%
Operational reserve					58,177					14%
Subtotal programmes activities and operational reserve					(322,745)	19%	-15%	-2%	9%	-3%
Junior Professional Officers					-					-
Total					(322,745)	19%	-15%	-2%	9%	-3%

Table 3
2021-2023 posts: overall summary of post levels – by grade, by programme, programme support, and management and administration, and by region, global programmes and headquarters

(in person-years^a)

	Year	Programme							Programme support							Management and administration							Grand total					
		D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4	P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4	P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total	USG / ASG	D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4		P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total	
West and Central Africa ^b	2021	-	1	27	241	74	124	515	982	1	9	13	102	36	30	756	947	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,929
	2022	-	3	30	245	97	145	483	1,003	1	7	14	129	37	35	818	1,041	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,044
	2023	-	4	31	253	96	137	493	1,014	1	6	12	122	43	37	779	1,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,014
East and Horn of Africa and the Great Lakes ^b	2021	1	9	38	408	109	245	1,000	1,810	7	13	29	245	131	209	1,750	2,384	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,194
	2022	-	6	42	396	135	287	1,028	1,894	6	13	21	182	101	100	1,369	1,792	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,686
	2023	2	9	43	425	164	320	1,047	2,010	4	12	21	156	91	87	1,314	1,685	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,695
Southern Africa ^b	2021	-	2	10	133	46	68	182	441	2	5	12	61	41	20	398	539	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	980
	2022	-	3	15	139	51	78	204	490	2	5	10	69	41	28	405	560	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,050
	2023	-	3	16	140	54	88	233	534	2	5	10	73	32	33	406	561	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,095
Middle East and North Africa ^b	2021	-	4	36	327	105	230	1,088	1,790	5	12	18	140	43	81	915	1,214	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,004
	2022	-	4	32	279	91	240	1,069	1,715	5	15	19	133	46	84	896	1,198	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,913
	2023	-	5	28	248	89	241	955	1,566	5	12	18	130	44	83	824	1,116	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,682
Asia and the Pacific ^b	2021	-	2	16	175	28	155	545	921	4	15	19	68	26	53	529	714	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,635
	2022	1	3	19	207	74	155	499	958	3	14	20	97	37	59	526	756	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,714
	2023	1	4	20	214	69	168	571	1,047	3	13	19	100	34	61	560	790	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,837
Europe ^b	2021	-	3	12	105	19	101	507	747	2	11	14	78	10	53	422	590	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,337
	2022	-	2	19	160	34	148	576	939	2	12	18	110	30	80	541	793	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,732
	2023	-	3	19	168	49	174	646	1,059	2	12	32	153	36	103	649	987	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,046
The Americas ^b	2021	-	1	6	159	71	98	430	765	3	10	20	97	43	41	479	693	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,458
	2022	-	2	6	148	80	107	575	918	3	10	19	77	54	43	532	738	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,656
	2023	-	1	5	146	73	105	585	915	3	11	21	84	55	53	545	772	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,687

(in person-years ^a)

	Programme									Programme support									Management and administration									Grand total
	Year	D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4	P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total	D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4	P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total	USG / ASG	D-2	D-1	P-5	P-3 / P-4	P-1 / P-2	NO	GS / FS	Total		
Subtotal country and regional programmes	2021	1	22	145	1,548	452	1,021	4,267	7,456	24	75	125	791	330	487	5,249	7,081	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,537
	2022	1	23	163	1,574	562	1,160	4,434	7,917	22	76	121	797	346	429	5,087	6,878	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,795
	2023	3	29	162	1,594	594	1,233	4,530	8,145	20	71	133	818	335	457	5,077	6,911	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,056
Global programmes ^c	2021	-	-	-	-	-	-	-	-	1	13	55	284	37	51	128	569	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	569
	2022	-	-	-	-	-	-	-	-	14	13	57	306	44	61	155	650	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	650
	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	1	15	59	329	45	64	186	699	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	699
Headquarters ^d	2021	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6	25	105	8	4	83	236	4	8	26	60	228	31	37	342	736	972	
	2022	-	-	-	-	-	-	-	-	4	6	24	101	5	5	73	218	4	9	25	60	242	34	38	337	749	967	
	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6	25	107	5	7	76	232	4	8	24	61	235	35	49	318	734	966	
Total	2021	1	22	145	1,548	452	1,021	4,267	7,456	30	94	205	1,180	375	542	5,460	7,886	4	8	26	60	228	31	37	342	736	16,078	
	2022	1	23	163	1,574	562	1,160	4,434	7,917	40	95	202	1,204	395	495	5,315	7,746	4	9	25	60	242	34	38	337	749	16,412	
	2023	3	29	162	1,594	594	1,233	4,530	8,145	27	92	217	1,254	385	528	5,339	7,842	4	8	24	61	235	35	49	318	734	16,721	

Abbreviations: USG, Under-Secretary-General; ASG, Assistant Secretary-General; D-2, Director level 2; D-1, Director level 1; P-5, Professional level 5; P-4, Professional level 4; P-3, Professional level 3; P-2, Professional level 2; NO, National Officer; GS, General Service; FS, Field Service.

^a Figures include all posts (calculated in person-years) excluding Junior Professional Officers.

^b Figures exclude global programmes posts located in country and regional programmes.

^c Figures include global programmes posts located in country and regional programmes.

^d Figures include posts in Budapest, Copenhagen, Geneva and New York.

Table 4
Posts^a funded from the 2023 United Nations regular budget

<i>Organizational unit</i>	<i>USG/</i>		<i>GS</i>							<i>Total</i>
	<i>ASG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>PL</i>	<i>OL</i>	
Executive direction and management										
Office of the High Commissioner	2				2			2	3	9
Inspector General's Office							1	1	1	3
Legal Affairs Service			1	1	4	2		1	2	11
Office of the Ombudsman			1						1	2
Ethics Office			1		1				2	4
Transformation and Change Service								1		1
Governance Service			1			1	1		4	7
Investigation Service					2			1	1	4
Evaluation Service								1	1	2
Enterprise Risk Management									1	1
Division of External Relations										
Office of the Director		1		3		3	2	1	4	14
Donor Relations and Resource Mobilization Service			1	2	2		4	1	5	15
Global Communications Service				1		1		2	4	8
Partnership and Coordination Service			1				1	1	1	4
Records and Archives Section							2		5	7
Private Sector Partnerships Service				1	1					2
Digital Engagement Section								1		1
Division of Information Systems and Telecommunications										
Office of the Director		1					2	1	6	10
Division of Human Resources Management										
Office of the Director		1	2		3	2			3	11
Assignments and Talent Mobilization Section				1	4	3	6	2	10	26
HR Operational Partnership				1	1	2			1	5
Headquarters and Compensation Unit									2	2
Staff Health and Well-being Service			1	2	2	1	1	2	5	14
Addressing Sexual Exploitation and Abuse and Sexual Harassment									1	1
Division of Financial and Administrative Management										
Office of the Controller		1	1	2	3	3		1	3	14
Treasury Section			1	1	3			2	2	9
General Services Section				1		1		1	7	10
System Administration				1	1	1			1	4
Division of Strategic Planning and Results										
Annual Review and Budget Analysis Service			1	2	5	1		2	3	14
Implementation Management and Assurance Service			1	1	1	2				5
Total	2	4	13	20	35	24	19	24	79	220

Abbreviations: USG, Under-Secretary-General; ASG, Assistant Secretary-General; D-2, Director level 2; D-1, Director level 1; P-5, Professional level 5; P-4, Professional level 4; P-3, Professional level 3; P-2, Professional level 2; GS, General Service; PL, Principal level (General Service level 7); OL, Other level.

^a Only the posts in the Under-Secretary-General/Assistant Secretary-General category (UNHCR High Commissioner and Deputy High Commissioner) are authorized regular budget posts. The remaining 218 posts are funded through a lump-sum grant under the regular budget.

Table 5
Expenditure in 2020, 2021, 2022 (forecast), 2022 current budget and 2023 proposed budget – by chapter of expenditure

(in thousands of US dollars)

	2020 Expenditure		2021 Expenditure		2022 Forecast expenditure		2022 Current budget ^a		2023 Proposed budget		Variance 2023 vs 2022	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
	A. Programme^b											
Staff costs ^c	503,713	10%	556,326	11%	620,817	12%	736,475	7%	806,591	8%	70,116	10%
Other staff costs ^d	15,887	0%	23,814	0%	29,928	1%	40,594	0%	40,037	0%	(557)	-1%
Consultants	47,871	1%	48,013	1%	57,225	1%	138,240	1%	130,197	1%	(8,043)	-6%
Travel	14,389	0%	31,839	1%	38,632	1%	60,269	1%	58,644	1%	(1,625)	-3%
Contractual services	1,351,547	28%	1,388,782	28%	1,489,048	29%	3,553,586	34%	3,349,318	33%	(204,268)	-6%
Operating expenses	304,540	6%	298,635	6%	357,048	7%	765,518	7%	726,502	7%	(39,016)	-5%
Supplies and materials	607,426	13%	651,593	13%	552,324	11%	1,309,976	12%	1,235,144	12%	(74,832)	-6%
Furniture and equipment	169,434	4%	119,276	2%	132,935	3%	290,601	3%	275,431	3%	(15,169)	-5%
Cash-based interventions	711,249	15%	707,584	14%	687,512	13%	1,627,316	15%	1,532,390	15%	(94,926)	-6%
Joint United Nations contributions	13,618	0%	18,249	0%	4,642	0%	23,234	0%	22,828	0%	(406)	-2%
Other expenditure ^e	208,271	4%	113,092	2%	114,159	2%	281,724	3%	265,522	3%	(16,202)	-6%
Subtotal programme	3,947,945	82%	3,957,201	80%	4,084,269	80%	8,827,534	84%	8,442,605	83%	-384,929	-4%
B. Programme support												
Staff costs ^c	480,348	10%	517,967	11%	582,980	11%	616,688	6%	686,787	7%	70,098	11%
Other staff costs ^d	50,665	1%	60,102	1%	61,726	1%	107,489	1%	91,824	1%	(15,665)	-15%
Consultants	913	0%	2,794	0%	1,573	0%	2,739	0%	2,340	0%	(399)	-15%
Travel	10,508	0%	14,463	0%	26,115	1%	45,476	0%	38,848	0%	(6,628)	-15%
Contractual services	45,784	1%	54,576	1%	47,725	1%	83,108	1%	70,996	1%	(12,112)	-15%
Operating expenses	54,286	1%	51,615	1%	61,072	1%	106,350	1%	90,851	1%	(15,499)	-15%
Supplies and materials	11,741	0%	11,964	0%	12,634	0%	22,001	0%	18,794	0%	(3,206)	-15%
Furniture and equipment	34,243	1%	26,604	1%	32,591	1%	56,754	1%	48,483	0%	(8,271)	-15%
Joint United Nations contributions	18,456	0%	13,169	0%	15,821	0%	27,550	0%	23,535	0%	(4,015)	-15%
Other expenditure ^e	3,744	0%	2,617	0%	3,521	0%	6,132	0%	5,238	0%	(894)	-15%
Subtotal programme support	710,688	15%	755,872	15%	845,758	17%	1,074,287	10%	1,077,695	11%	3,408	0%

(in thousands of US dollars)

	2020 Expenditure		2021 Expenditure		2022 Forecast expenditure		2022 Current budget ^a		2023 Proposed budget		Variance 2023 vs 2022	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
	C. Management and administration											
Staff costs ^c	107,966	2%	116,706	2%	108,268	2%	109,420	1%	116,832	1%	7,412	7%
Other staff costs ^d	3,444	0%	4,739	0%	2,938	0%	5,013	0%	4,603	0%	(410)	-8%
Consultants	627	0%	1,701	0%	883	0%	1,507	0%	1,383	0%	(123)	-8%
Travel	663	0%	936	0%	1,802	0%	3,075	0%	2,823	0%	(252)	-8%
Contractual services	31,507	1%	37,424	1%	23,151	0%	39,497	0%	36,265	0%	(3,232)	-8%
Operating expenses	8,571	0%	10,975	0%	11,005	0%	18,776	0%	17,239	0%	(1,537)	-8%
Supplies and materials	9,957	0%	16,384	0%	4,069	0%	6,943	0%	6,374	0%	(568)	-8%
Furniture and equipment	784	0%	2,733	0%	772	0%	1,318	0%	1,210	0%	(108)	-8%
Joint United Nations contributions	6,094	0%	4,609	0%	3,729	0%	6,361	0%	5,841	0%	(521)	-8%
Other expenditure ^e	438	0%	306	0%	451	0%	770	0%	707	0%	(63)	-8%
Subtotal management and administration	170,050	4%	196,513	4%	157,069	3%	192,679	2%	193,277	2%	598	0%
Total programmed activities	4,828,683	100%	4,909,587	100%	5,087,097	100%	10,094,500	96%	9,713,578	95%	(380,922)	-4%
Operational reserve	-	0%	-	0%	-	0%	427,502	4%	485,679	5%	58,177	14%
Subtotal programmed activities and operational reserve	4,828,683	100%	4,909,587	100%	5,087,097	100%	10,522,003	100%	10,199,257	100%	(322,745)	-3%
Junior Professional Officers	8,983	0%	8,388	0%	11,234	0%	12,000	0%	12,000	0%	-	0%
Total	4,837,666	100%	4,917,975	100%	5,098,331	100%	10,534,003	100%	10,211,257	100%	(322,745)	-3%

^a At 31 May 2022.^b Amounts under "programme" may change pending finalization of all reports from implementing partners.^c Staff costs include salaries and allowances.^d Other staff costs include temporary assistance and overtime.^e Other expenditure includes advances to implementing partners and other miscellaneous expenditure.

Table 6
2022 supplementary budgets (at 31 May 2022)

(in thousands of US dollars)

	<i>Region / subregion</i>	<i>Total</i>
Afghanistan Situation	Asia and the Pacific	233,505
	Headquarters	190
	Middle East and North Africa	217
	Subtotal	233,912
Cameroon Situation	West and Central Africa	59,583
	Subtotal	59,583
Ukraine Situation	Europe	1,230,323
	Global Programmes	16,140
	Headquarters	337
	Subtotal	1,246,800
Total		1,540,295

Suivi des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget-programme annuel de 2022

1. La présente annexe fait une mise à jour sur les questions soulevées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/AC.96/1213/Add.1) sur le budget-programme annuel de 2022 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Paragraphe 2

2. **Le Comité consultatif relève le fait que d'autres grandes entités, principalement basées sur le terrain, également financées par des contributions volontaires, intervenant d'une manière générale dans les mêmes lieux et soumises aux mêmes conditions sur le terrain que le HCR, comme le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial, sont en mesure de présenter leur projet de budget tôt à chaque session du Comité consultatif. D'autres comme ONU-femmes et ONU-habitat soumettent leurs rapports budgétaires (extrabudgétaires) au moment de la présentation des chapitres les concernant dans le projet de budget-programme, afin de permettre au Comité consultatif d'examiner les deux documents en même temps. Le Comité souligne le fait que désormais, il ne sera plus en mesure d'examiner dans un très court délai le budget-programme annuel du HCR présenté tardivement. Le Comité consultatif espère donc que les rapports extrabudgétaires du HCR seront présentés en même temps que les rapports sur les contributions du budget ordinaire au titre du budget-programme, chapitre 25, protection internationale, solutions durables et assistance aux réfugiés (voir aussi le paragraphe 8 ci-dessous). En outre, le Comité consultatif encourage le HCR à consulter les entités susmentionnées sur les leçons apprises et les pratiques efficaces, afin d'obtenir des orientations sur la préparation en temps voulu de projets de budget réalistes concernant les grandes opérations principalement basées sur le terrain.**

3. Le HCR prend note de la recommandation relative aux délais et aux modalités de présentation. Les budgets du HCR et le budget ordinaire des Nations Unies sont séparés, basés sur des méthodologies différentes, et ont des formats distincts. Le budget du HCR est basé sur une méthodologie d'évaluation complète des besoins, adoptée en 2009 à la demande du Comité exécutif. Cette méthodologie exige qu'à différents niveaux, les diverses parties prenantes soient engagées dans l'identification et la prévision des besoins des personnes prises en charge dans des contextes opérationnels donnés. De par la nature de son mandat, consistant à satisfaire les besoins des personnes déplacées de force par des crises soudaines et souvent imprévisibles, le HCR n'entame pas les opérations de planification trop loin à l'avance de la période budgétaire pour laquelle l'approbation est demandée. Ainsi, il évite que les budgets proposés ne soient obsolètes au moment où la période budgétaire commence. Au HCR, la pratique est de planifier le budget pendant l'hiver de l'année précédant celle pour laquelle le budget est en train d'être préparé. Le projet de budget-programme doit être présenté à la mi-septembre au Comité consultatif, avant la session du Comité permanent, et en octobre au Comité exécutif pour approbation. Pour le projet de budget-programme de 2023, le HCR a négocié un délai avec le Secrétariat du Comité consultatif, et la date de présentation du présent rapport au Comité a été avancée d'environ trois semaines par rapport à 2021. À l'avenir, le HCR continuera d'exploiter les leçons apprises, notamment de son cycle actuel de planification et de budgétisation.

Paragraphe 4

4. **Le Comité consultatif attend avec intérêt de recevoir une mise à jour sur l'exécution, y compris les leçons apprises, du programme des administrateurs auxiliaires, ainsi que des informations sur les modalités de financement des postes**

d'administrateurs auxiliaires issus des pays en développement dans le prochain rapport budgétaire.

5. Le programme des administrateurs auxiliaires est une modalité efficace de recrutement profitant au HCR, aux participants et aux pays donateurs. Dans beaucoup de cas, le HCR réussit à garder d'anciens administrateurs auxiliaires. À fin mai 2022, le HCR avait déployé 63 administrateurs auxiliaires financés par 20 pays donateurs. En mai 2022, le HCR employait deux administrateurs auxiliaires issus des pays en développement (Burundi et Éthiopie) sur financement des Pays-Bas. Trois autres postes ont été prévus en 2022 pour des candidats issus des pays en développement. Le HCR continue de se focaliser sur l'extension du système, et les négociations sont en cours avec les donateurs intéressés. Exploitant les leçons tirées des années antérieures, le HCR améliore la gestion du programme des administrateurs auxiliaires : i) en améliorant leur orientation ; ii) en alignant ce programme sur sa stratégie pour l'inclusion et la diversité, avec une attention particulière aux personnes en situation de handicap ; et iii) en renforçant les campagnes de sensibilisation.

Paragraphe 6

6. Le Comité consultatif estime que la présentation du budget programme annuel doit montrer l'évolution des dépenses (actuelles et envisagées par rubrique, avec justification), ainsi que les plans et tableaux détaillés des effectifs. Il attend avec intérêt que les informations susmentionnées soit présentées dans les futurs projets de budget afin de permettre leur examen comme il se doit.

7. Le format du présent document, qui a été approuvé par le Comité exécutif, permet à celui-ci de prendre une décision sur le projet de budget-programme. Le HCR prépare son budget selon la méthodologie d'évaluation complète des besoins, et le projet de budget présente les coûts estimés pour satisfaire les besoins de protection des personnes relevant de sa compétence. La pleine exécution du budget dépend des financements reçus.

a) Estimation des dépenses et niveau d'affectation de fonds aux activités spécifiques

8. Le HCR a élargi le tableau 5 de l'annexe I pour y inclure les dépenses estimées pour la période budgétaire actuelle (2022).

b) Effectifs

9. Les postes budgétisés du HCR sont de l'ordre de plusieurs milliers, en vue de satisfaire les besoins budgétaires de plus de 10 milliards de dollars E.-U. Le chapitre III sur les effectifs du HCR contient des tableaux récapitulant les postes existants et les postes proposés par région et pour les programmes globaux et le Siège, selon le groupe de grades et les catégories de dépenses de programme, d'appui aux programmes et d'administration et de gestion. Les données ainsi fournies complètent les informations des tableaux. Le tableau 3 de l'annexe I présente les effectifs pour les budgets antérieur, actuel et proposé, par région, par grade et pour les programmes globaux et le Siège.

10. L'annexe IV montre la structure organisationnelle du HCR, qui a été élargi dans le présent rapport pour inclure les postes des divisions, des bureaux régionaux et des opérations-pays. Le tableau 4 de l'annexe I indique les postes financés par le budget ordinaire des Nations Unies.

Paragraphe 8

11. Le Comité consultatif prend note de COMPASS, nouvel outil de budgétisation du HCR, ainsi que du changement de format du rapport budgétaire pour tenir compte du nouveau cycle budgétaire annuel. Il espère que ces changements permettront une préparation plus prévisible, plus efficace et en temps voulu du document budgétaire.

12. COMPASS améliore à plusieurs égards le processus de planification : i) en alignant le cadre global des résultats sur les objectifs de développement durable ; ii) en contribuant à la planification pluriannuelle ; et iii) en permettant que les besoins opérationnels locaux soient pris en compte lors de la planification et de l'établissement des rapports. Toutefois, en

lui-même, COMPASS n'entraîne pas une compression du cycle de planification. En effet, il exige que les opérations impliquent et cadrent mieux les parties prenantes, notamment avec les équipes-pays des Nations Unies, en application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Paragraphe 9

13. Le Comité consultatif espère que le HCR veillera à ce que son nouveau système de gestion intégrée soit compatible et permette une interface fluide avec les systèmes d'autres entités avec lesquelles le HCR collabore, comme le Secrétariat général des Nations Unies qui utilise actuellement Umoja. Il attend avec intérêt de recevoir une mise à jour sur le choix du nouveau progiciel de gestion intégrée dans le prochain rapport budgétaire.

14. Les principales exigences du HCR concernant le nouveau système de gestion intégrée ont été évaluées en fonction des besoins opérationnels de l'Organisation, de l'adoption des dernières et meilleures normes sectorielles et de l'intégration d'autres technologies pour permettre à l'Organisation d'être habile, afin de faire face à un contexte opérationnel dynamique. De plus, le HCR cherche à simplifier ses processus existants. Une analyse concordance-écart des diverses solutions possibles a été effectuée afin d'aider l'Organisation à prendre une décision. Étant donné qu'au HCR, le principe de la recherche du meilleur rapport qualité-prix est un facteur cardinal dans le modèle décisionnel, il est entré en contact avec d'autres organismes des Nations Unies ayant adopté ou envisageant d'adopter des technologies similaires afin de voir comment exploiter les solutions existantes et réduire les coûts. À l'issue du processus d'appel d'offres, le marché pour le progiciel de gestion intégrée a été attribué à Oracle. Il ressort de l'examen d'autres systèmes des Nations Unies que la plupart ont recours à des solutions sur le site, pouvant satisfaire les besoins futurs. Certaines entités des Nations Unies sont en train de se procurer, ou se sont déjà procuré de solutions basées sur le *cloud*. Si ces solutions permettent l'intégration avec d'autres possibles, chaque entité dispose de son propre cadre des résultats et de ses processus budgétaires et financiers qui déterminent la configuration de son propre système de gestion globale des risques. Il en résulte des effets sur la comparabilité des données.

Paragraphe 10

15. Le Comité consultatif compte que le HCR fournira au Comité exécutif lors de l'examen du présent rapport et dans le prochain rapport sur le budget des informations relatives aux mesures concrètes prises pour réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation, ainsi que des renseignements à jour sur les implications financières.

16. À une étape de leur carrière, tous les fonctionnaires du HCR peuvent se retrouver en attente d'affectation pour diverses raisons. La cause la plus courante est le cadre de rotation, défini dans la politique de recrutement et des affectations de 2017, avec une durée normale d'affectation et la rotation entre différents lieux d'affectation. La diversité des lieux d'affectation et les exigences de rotation peuvent entraîner à certains moments des décalages entre les postes et les effectifs. Les données relatives aux fonctionnaires du HCR en attente d'affectation sont étroitement surveillées, afin de maintenir les cas à un niveau minimal. À fin mai 2022, 12 fonctionnaires du HCR étaient en attente d'affectation. En particulier, ceux qui sont dans ce cas peuvent être déployés d'une manière souple, afin de répondre aux besoins opérationnels, lorsque les situations évoluent de façon imprévisible. Ci-dessous sont fournis des exemples d'efforts stratégiques déployés pour réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation :

- a) Tenue de réunions de groupes de suivi pour examiner les profils des fonctionnaires en attente d'affectation et trouver des solutions pour ceux-ci.
- b) Mise en place d'une base de données commune des fonctionnaires en attente d'affectation, permettant de les affecter à titre temporaire ou de les envoyer en mission.

c) Conseils aux fonctionnaires en attente d'affectation et dialogue régulier avec ceux-ci pour trouver ensemble les solutions possibles.

d) Mise en place d'un fichier d'affectation temporaire pour enregistrer et suivre les fonctionnaires qui ne sont pas en activité. Ce fichier contient aussi les noms des collègues dont l'affectation temporaire ou la durée normale d'affectation s'achève dans les six mois. Ces fonctionnaires sont ainsi identifiés de façon proactive, et des affectations temporaires ou des possibilités de mission leur sont proposées.

e) Sensibilisation ciblée au sein des divisions et bureaux, avec communication des profils des personnels en attente d'affectation correspondant à des possibilités d'affectation temporaire.

17. Les dépenses liées au personnel en attente d'affectation pour les trois dernières années et l'année en cours, au 31 mai 2022, sont indiquées ci-dessous en dollars des États-Unis.

	2019	2020	2021	2022*
Dépenses	12 933 322	15 307 921	13 280 214	4 138 861

*au 31 mai 2022

Paragraphe 14

18. Le Comité consultatif compte que le HCR redoublera d'efforts pour veiller à ce que les vacataires locaux puissent bénéficier dès que possible de l'assurance-maladie, et qu'il fera une mise à jour à ce sujet dans le prochain rapport budgétaire. Le Comité espère que le HCR s'inspirera de l'expérience et des leçons tirées d'autres entités des Nations Unies, comme l'UNICEF, pour réduire le nombre de vacataires et régulariser au cas par cas, grâce aux ressources extrabudgétaires, les postes revêtant un caractère permanent.

19. Le HCR est engagé à changer la pratique actuelle concernant les exigences en matière d'assurance-maladie pour son personnel travaillant dans le cadre de contrats individuels (vacataires et consultants). Il entend remplacer le système d'assurance négocié par l'intéressé par une ou plusieurs options proposées par l'Organisation. Cela étant, le HCR recrutera un expert pour évaluer les coûts et la faisabilité d'un système d'assurance pour les titulaires de contrats individuels.

20. Suite aux recommandations du Comité consultatif, le HCR s'est adressé à des organismes des Nations Unies, grâce au Réseau des ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Il a demandé des exemples de meilleures pratiques et des idées sur : i) les solutions et stratégies permettant de remplacer les modalités contractuelles pour le personnel non-fonctionnaire par des contrats de fonctionnaires aux postes revêtant un caractère permanent ; et ii) l'assurance-maladie aux contractants individuels locaux et internationaux, fournie à l'échelle de l'Organisation. En mai 2022, le HCR a reçu des réponses de l'Organisation panaméricaine de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du Fonds des Nations Unies pour la population. Il est actuellement en train de les examiner. En particulier, l'UNICEF lui a communiqué sa stratégie visant à réduire le nombre de personnels recrutés dans le cadre des modalités pour le personnel non-fonctionnaire, exerçant des fonctions à caractère permanent. Le PNUD a proposé au HCR d'utiliser son accord de services. Il ressort des réponses reçues d'autres organisations que celles-ci sont aussi intéressées par le partage d'informations.

Paragraphe 15

21. Le Comité consultatif note les efforts fournis par le HCR pour réaliser la parité entre les sexes et espère voir de meilleures statistiques à cet égard dans le prochain rapport budgétaire.

22. Le HCR s'efforce d'assurer d'ici 2026 la parité entre les sexes, conformément à la stratégie de 2017 à l'échelle du système du Secrétaire général de l'ONU en la matière. D'une manière générale, le HCR se rapproche de la parité entre les sexes à tous les grades, dans la catégorie du personnel recruté sur le plan international. Le nombre de femmes aux grades P4 et P5 continue d'augmenter, grâce à l'Instruction administrative du HCR relative au recrutement et aux affectations qui exige des gestionnaires de veiller à ce que, pour chaque poste, deux tiers des candidats sur leur liste de présélection soient des femmes. Lorsque deux ou plusieurs candidats sont jugés également qualifiés pour assumer des fonctions, le poste est de préférence accordé au candidat de sexe féminin, jusqu'à ce que la parité entre les sexes soit atteinte au grade considéré. Cette mesure sera reprise dans la mise à jour de la Politique des ressources humaines relative au recrutement et aux affectations qui sera publiée sous peu. D'autres mesures supplémentaires pour accroître le nombre de femmes aux grades P5, D1 et D2 seront examinées. En outre, le HCR collabore avec le PNUD et l'UNICEF – et en tire des leçons – sur les mesures temporaires ayant entraîné une augmentation du nombre de femmes à des postes de leadership.

23. Le HCR est entré en partenariat avec INSEAD, une des meilleures écoles de commerce du monde, sur un nouveau programme de développement du leadership, afin d'aider les fonctionnaires de sexe féminin à accéder à des postes de leadership. En outre, il a mis au point un programme de perfectionnement des cadres pour les fonctionnaires nationaux de sexe féminin, afin de contribuer à l'évolution de leur carrière. Selon une approche croisée pour la diversité, l'Organisation mettra l'accent sur la désignation à des postes de leadership de femmes issues de régions sous-représentées au HCR.

24. Le HCR a mis à jour son plan d'action sur la parité entre les sexes, avec notamment des activités comme la recherche de talents parmi les femmes appartenant à des groupes sous-représentés, la conduite de missions pour une exposition accrue, l'appui à la promotion du leadership et au changement au sein de l'Organisation, l'adoption d'approches ciblées pour une représentation accrue, l'obligation redditionnelle et le contrôle, ainsi que la recherche de la parité au niveau des fonctionnaires nationaux. La représentation des sexes sera régulièrement contrôlée et un appui direct sera fourni aux équipes nationales et régionales dans l'élaboration de leur plan d'action pour la diversité, l'équité et l'inclusion et dans la conduite d'enquêtes sur la diversité et l'inclusion.

25. Le plan d'action sur la parité entre les sexes suppose des sessions régulières de sensibilisation et de dialogue, organisées avec des groupes-ressources de fonctionnaires de sexe féminin et des équipes sur le genre à travers le HCR, ainsi que des groupes-ressources de fonctionnaires sur le handicap et l'égalité raciale. Un tableau de bord sur le genre et la diversité permet de suivre les progrès réalisés en la matière au HCR. Workday, qui sera lancé en fin 2022, permettra d'effectuer une analyse plus poussée des données relatives au genre.

**Répartition du personnel du HCR par sexe et par grade entre 2018 et 2022 au
30 avril 2022**

Grade	2018		2019		2020		2021		Avr-22	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
USG/ASG	75,0%	25,0%	50,0%	50,0%	60,0%	40,0%	60,0%	40,0%	50,0%	50,0%
D2	53,8%	46,2%	53,3%	46,7%	52,3%	47,7%	55,6%	44,4%	58,1%	41,9%
D1	61,6%	38,4%	62,9%	37,1%	56,8%	43,2%	58,6%	41,4%	57,4%	42,6%
P5	54,1%	45,9%	52,8%	47,2%	55,1%	44,9%	54,3%	45,7%	53,0%	47,0%
P5 et plus	56,3%	43,7%	55,6%	44,4%	55,3%	44,7%	55,5%	44,5%	54,4%	45,6%
P4	55,9%	44,1%	53,7%	46,3%	53,4%	46,6%	53,2%	46,8%	52,9%	47,1%
P3	54,8%	45,2%	54,1%	45,9%	53,6%	46,4%	52,7%	47,3%	52,1%	47,9%
P2	49,6%	50,4%	50,5%	49,5%	50,2%	49,8%	47,9%	52,1%	48,8%	51,2%
P1	50,0%	50,0%	0,0%	100,0%	33,3%	66,7%	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%
P1 - P4	54,1%	45,9%	53,2%	46,8%	52,8%	47,2%	51,8%	48,2%	51,6%	48,4%
Totaux P+	54,4%	45,6%	53,5%	46,5%	53,2%	46,8%	52,4%	47,6%	52,0%	48,0%
JPO	25,0%	75,0%	21,5%	78,5%	25,0%	75,0%	30,5%	69,5%	27,9%	72,1%
FS	50,0%	50,0%	55,6%	44,4%	47,6%	52,4%	55,6%	44,4%	52,6%	47,4%
NO	55,0%	45,0%	55,0%	45,0%	54,3%	45,7%	54,1%	45,9%	53,0%	47,0%
GS	64,1%	35,9%	62,9%	37,1%	62,8%	37,2%	62,1%	37,9%	61,5%	38,5%
Total	60,4%	39,6%	59,3%	40,7%	59,1%	40,9%	58,4%	41,6%	57,8%	42,2%

Paragraphe 16

26. Le Comité consultatif compte que des informations détaillées sur le cadre de responsabilité mutuelle et les modalités de travail seront fournies dans le prochain rapport budgétaire. En outre, il réitère la nécessité de présenter de manière transparente dans le prochain rapport budgétaire les informations sur tout appui financier et/ou opérationnel fourni par le HCR au système de Coordonnateur résident ainsi que sur les domaines devant éventuellement être améliorés (voir aussi le paragraphe 19 ci-dessous et le document A/AC/96/1202/Add.1, par. 14).

a) Cadre de responsabilité mutuelle

27. En tant que membre du Groupe des Nations Unies pour le développement, le HCR est engagé à continuer de soutenir les principales réformes du système des Nations Unies pour le développement. Le Pacte mondial sur les réfugiés est aligné sur les objectifs de développement durable, les efforts globaux du Secrétaire général en matière de réforme et son rapport sur Notre programme commun, qui reposent tous sur les principes communs comme le multilatéralisme et l'innovation. L'Agenda 2030 pour le développement durable et l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte offrent des outils solides d'inclusion des personnes relevant de la compétence du HCR dans les plans nationaux de développement économique et le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable. Le HCR exploite le rôle fédérateur du système de coordonnateur résident pour mobiliser les équipe-pays des Nations Unies en faveur des personnes relevant de sa compétence. En octobre 2021, il a écrit avec le Bureau de la coordination des activités de développement une lettre conjointe à tous les coordonnateurs résidents et représentants du HCR pour renforcer un message d'appui aux personnes prises en charge.

28. Concernant la nécessité d'un engagement multipartite plus solide, le HCR a travaillé étroitement avec le Bureau de la coordination des activités de développement afin de mieux exploiter pour les réfugiés le pilier des Nations Unies pour le développement et mieux collaborer avec les organisations non gouvernementales. En 2021, le HCR a organisé sept consultations régionales auxquelles ont pris part plus de 3 000 représentants d'organisations non gouvernementales. Au plan mondial, le HCR et le Conseil international des agences bénévoles ont poursuivi les consultations sur les priorités opérationnelles, politiques et de plaidoyer. De telles réunions incluent celles tenues avec le Haut-Commissaire et d'autres hauts responsables du HCR. L'Organisation a également étendu sa collaboration à des acteurs communautaires, à travers la récente attribution du prix de l'innovation à des organisations dirigées par des réfugiés ou des femmes, ainsi que le Fonds commun HCR-Conseil international des agences bénévoles pour la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Le HCR a contribué à définir les orientations sur la localisation, publiées en juin 2021 par le Comité permanent interorganisations, et a compilé les meilleures pratiques sur la collaboration avec des organisations dirigées par des réfugiés.

29. Au plan interne, le cadre global des résultats permet l'inclusion des personnes prises en charge dans les stratégies de développement. Le HCR a publié des orientations internes pour assurer l'alignement sur le Cadre de gestion et de responsabilité des Nations Unies. Des séminaires en ligne ont été organisés pour aider le personnel travaillant dans le cadre du système restructuré de coordonnateur résident. Un programme de formation comporte aussi des orientations sur l'engagement au sein du système des Nations Unies pour le développement.

30. Le HCR soutient le système de coordonnateur résident par des contributions régulières. En 2021, sa contribution était évaluée à 2,5 millions de dollars E.-U. Les opérations-pays du HCR sont également sollicités par les coordonnateurs résidents pour fournir des contributions financières ponctuelles.

b) Modalités de travail

31. Le Haut-Commissaire prend régulièrement part aux réunions de groupes restreints du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. En outre, le HCR participe à des équipes connexes, comme les groupes de points focaux pour les objectifs de développement durable ; le groupe d'information opérationnelle et ses groupes de travail sur la stratégie opérationnelle, les services administratifs communs, le rapport d'efficacité et les locaux communs ; le groupe d'appui à la réponse socio-économique à la COVID-19 ; le groupe de contrôle et de gestion fiduciaire et ses sous-groupes sur les questions relatives aux donateurs ; le groupe sur le pacte de financement ; le groupe de travail interinstitutions sur les programmes et le développement ; et l'équipe spéciale sur le financement.

32. Le HCR est aussi membre du Comité directeur mixte et y participe activement. Il s'agit d'un mécanisme important qui permet de promouvoir une plus grande cohérence entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement en situation de crise et lors de la transition vers un développement durable. Le HCR copréside la Coalition thématique sur les mouvements massifs de personnes, les déplacements et la résilience dans les régions suivantes : Afrique ; Europe ; Amérique latine et Caraïbes. L'Organisation contribue aussi aux plateformes régionales de collaboration sur le développement pour l'Agenda 2030.

Paragraphe 19

33. Le Comité consultatif note les efforts fournis par le HCR, ainsi que les progrès réalisés par le Groupe des innovations institutionnelles. Il espère que des informations détaillées, notamment sur les économies et les gains d'efficacité quantifiables, seront fournies dans les prochains rapports budgétaires.

34. Le HCR met activement en œuvre les initiatives du Groupe des résultats stratégiques pour les innovations institutionnelles du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. Il s'agit notamment des services communs, des stratégies opérationnelles, des centres locaux, des locaux communs des Nations Unies et de la reconnaissance mutuelle. En mars et avril 2022, le HCR a participé à la première revue des stratégies opérationnelles.

Il convient en particulier de noter le tableau de bord du Bureau de la coordination pour les activités de développement indiquant les gains d'efficacité attendus.¹⁵

Paragraphe 21

35. Le Comité consultatif encourage le HCR à poursuivre ses efforts de collecte de fonds, à élargir sa base de donateurs afin d'obtenir des niveaux de financements volontaires suffisants, prévisibles et durables, et à fournir des informations détaillées dans le prochain rapport budgétaire.

a) En 2021, le HCR comptait parmi ses soutiens du secteur public 71 gouvernements, l'Union européenne et trois autres donateurs intergouvernementaux.

b) Si les contributions des donateurs du secteur public ont légèrement diminué en 2021 par rapport à l'année antérieure, plusieurs parmi ces donateurs ont beaucoup augmenté leurs contributions, et de façon substantielle pour certains.

c) Le nombre de donateurs du secteur public contribuant plus de 20 millions de dollars E.-U. au HCR a augmenté pour passer à 22.

d) En 2021, les donateurs du secteur privé ont continué d'apporter un appui solide, avec une croissance annuelle de 16 %, dépassant de loin l'objectif de collecte pour l'année. Les financements du secteur privé représentaient 13 % du total des financements, et plus de la moitié des contributions en nature reçues étaient non affectées.

e) Au cours des deux dernières années, la valeur des contributions en nature a plus que quadruplé, surtout grâce aux dons privés.

f) Les donateurs ont généreusement répondu à l'appel global de l'Organisation pour 2021, lancé en fin 2020. Au début de 2021, les contributions ont augmenté de 18 % par rapport à la même période en 2020. Ainsi, les opérations étaient mieux pourvues en ressources par rapport à l'année antérieure, et pouvaient commencer ou poursuivre la mise en œuvre des activités qui auraient pu être retardées ou interrompues par l'attente des financements des donateurs.

g) En 2021, une inversion de la tendance des contributions vers moins de souplesse a été observée, ce qui constitue une évolution positive. Au total, 36 % des financements reçus étaient souples (c'est-à-dire non affectés ou légèrement affectés).

¹⁵ Disponible à https://data.uninfo.org/Home/_BOSSstatus.

Number of persons of concern 2021-2023 – by population type, region and year

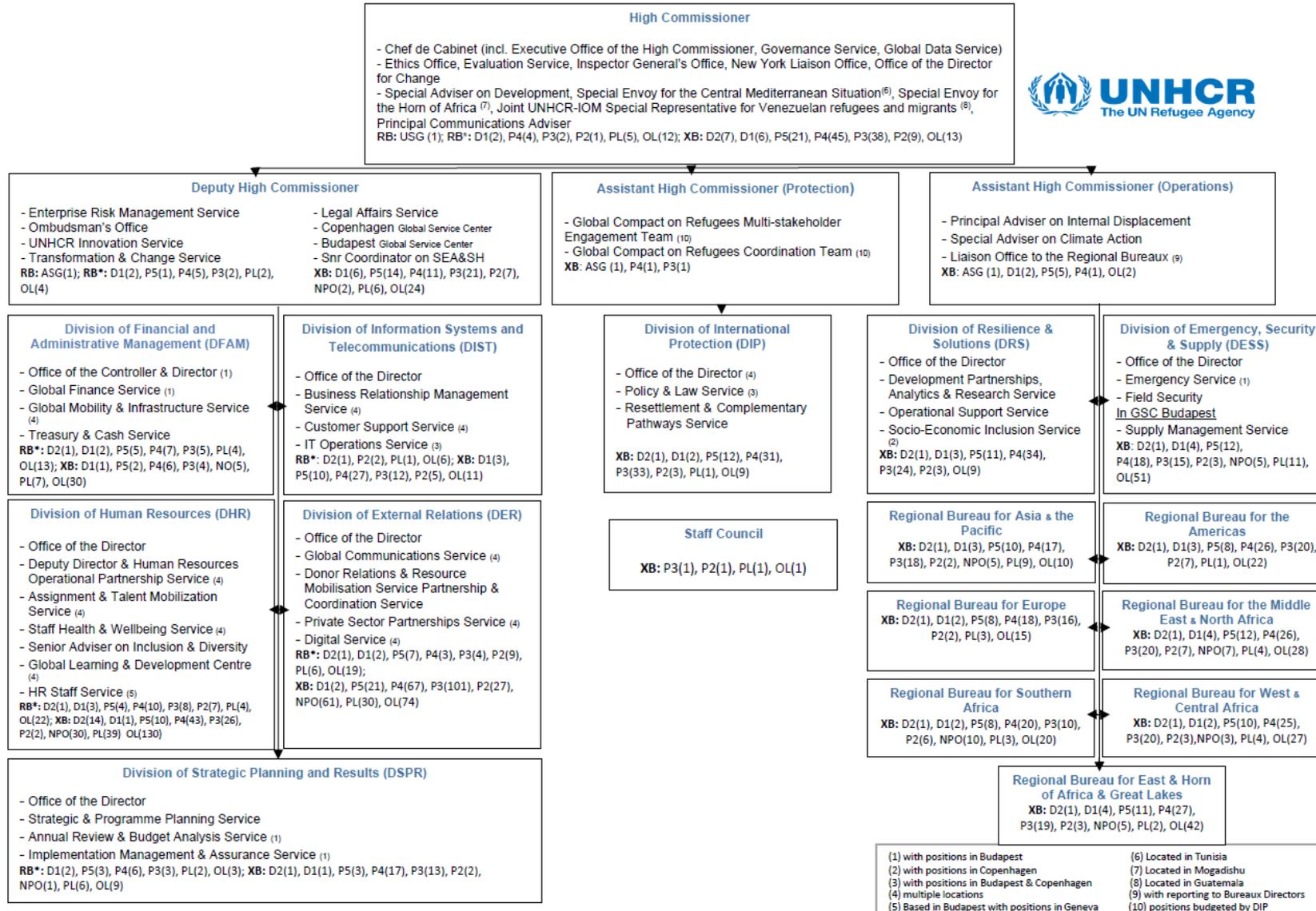
Region	Year	Refugees ^a	Asylum-seekers (pending cases)	Returnees (arrivals during the year)	Persons under UNHCR's statelessness mandate ^b	Internally displaced persons	Returned internally displaced persons (during year)	Others of concern ^c	Venezuelans abroad	Grand total
West and Central Africa	2021 actual	1,488,350	57,664	46,775	931,281	7,270,520	706,507	158,838	-	10,659,935
	2022 current	1,617,595	31,340	166,000	2,259,212	8,328,050	475,891	36,666	-	12,914,754
	2023 projections	1,685,385	16,071	101,287	2,224,440	7,907,507	778,982	19,600	-	12,733,272
East and Horn of Africa and the Great Lakes	2021 actual	4,717,470	195,753	342,198	103,281	11,686,769	2,095,357	23,839	-	19,164,667
	2022 current	4,640,262	168,061	363,820	39,795	11,150,674	1,103,596	2,708	-	17,468,916
	2023 projections	4,703,863	216,515	1,035,875	152,189	14,056,522	942,299	20,033	-	21,127,296
Southern Africa	2021 actual	783,247	289,054	910	-	6,287,219	1,041,368	36,520	-	8,438,318
	2022 current	766,860	298,531	12,688	454,469	7,276,262	1,594,393	36,211	-	10,439,414
	2023 projections	772,004	271,135	17,995	447,083	7,024,290	1,602,990	32,803	-	10,168,300
Middle East and North Africa	2021 actual	2,440,999	257,424	37,784	370,500	12,519,650	302,763	56,662	-	15,985,782
	2022 current	2,358,201	267,614	131,500	370,520	12,453,011	438,300	13,257	-	16,032,403
	2023 projections	2,352,100	262,005	57,500	400,530	12,270,000	651,300	15,434	-	16,008,869
Asia and the Pacific	2021 actual	4,154,615	205,789	1,546	1,210,270	4,366,634	1,119,268	284,031	-	11,342,153
	2022 current	3,922,824	520,863	70,912	1,310,106	3,997,814	900,000	415,054	-	11,137,573
	2023 projections	3,929,691	637,106	82,087	1,297,961	3,842,023	750,000	426,698	-	10,965,566
Europe	2021 actual	7,003,719	1,093,527	14	446,020	2,107,239	359	1,446,688	-	12,097,566
	2022 current	16,058,939	1,152,524	10	483,510	8,943,721	10,500	37,843	-	26,687,047
	2023 projections	15,049,947	1,123,187	10	460,370	8,964,109	10,250	43,669	-	25,651,542
Americas	2021 actual	738,517	2,524,543	7	3,996	7,084,592	-	2,217,249	4,406,409	16,975,313
	2022 current	1,310,229	2,819,784	100	345	8,973,590	-	7,775,404	5,404,516	26,283,968
	2023 projections	850,541	3,057,241	50,100	91,091	7,089,517	-	3,830,146	5,582,532	20,551,168
Total	2021 actual	21,326,917	4,623,754	429,234	3,065,348	51,322,623	5,265,622	4,223,827	4,406,409	94,663,734
	2022 current	30,674,910	5,258,717	745,030	4,917,957	61,123,122	4,522,680	8,317,143	5,404,516	120,964,075
	2023 projections	29,343,531	5,583,260	1,344,854	5,073,664	61,153,968	4,735,821	4,388,383	5,582,532	117,206,013

^a The figures include persons in refugee-like situations.

^b In 2021, the figures exclude 1.3 million people who are also forcibly displaced to avoid double counting.

^c The figures for others of concern do not include host communities.

UNHCR organizational structure at 31 May 2022



UNHCR Country Operations*



<p>West and Central Africa Regional Bureau for West and Central Africa (based in Dakar)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Offices (2): Cameroon and Senegal - Country Offices (9): Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, the Niger and Nigeria - National Offices (3): Gabon, Guinea and Togo <p>XB: D1(8), P5(34), P4(101), P3(228), P2(131), NO(177), PL(36), OL(1234)</p>	<p>Southern Africa Regional Bureau for Southern Africa (based in Pretoria)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Office: South Africa - Country Offices (6): Angola, the Congo, the Democratic Republic of the Congo, Malawi, Mozambique and Zambia - Office of Chief of Mission: Zimbabwe - Presence in Botswana and Namibia <p>XB: D2(1), D1(6), P5(17), P4(50), P3(128), P2(86), NO(96), PL(31), OL(555)</p>	<p>Asia and the Pacific Regional Bureau for Asia and the Pacific (based in Bangkok)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Offices (3): Australia, Kazakhstan and Thailand - Country Offices (12): Afghanistan, Bangladesh, China, Indonesia, Iran (Islamic Republic of), Japan, Malaysia, Myanmar, Nepal, Pakistan, the Republic of Korea and Tajikistan - National Offices (3): Kyrgyzstan, Philippines and Sri Lanka - Liaison Office: Uzbekistan - Office of Chief of Mission: India - Presence in Papua New Guinea and Singapore <p>XB: D2(3), D1(14), P5(29), P4(91), P3(178), P2(109), NO(209), PL(122), OL(884)</p>	<p>Europe Regional Bureau for Europe (based in Geneva)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Offices (4): Belgium, Hungary, Italy and Sweden - Country Offices (25): Albania, Armenia, Azerbaijan, Belarus, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Cyprus, France, Georgia, Germany, Greece, Malta, Montenegro, Poland, the Republic of Moldova, the Republic of North Macedonia, Romania, the Russian Federation, Serbia, Spain, Türkiye, Ukraine, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland - National Offices (5): Austria, the Czech Republic, Ireland, the Netherlands and Slovakia - Liaison Offices (3): Malta (European Asylum Support Office), Poland (European Border and Coast Guard Agency) and Vienna (Organization for Security and Co-operation in Europe) - Office of Chief of Mission: Kosovo (S/RES/1244 (1999)) - Presence in Denmark, Estonia, Latvia, Lithuania, Portugal and Slovenia - Strasbourg (Representation to the Council of Europe), and Office for Switzerland and Liechtenstein <p>XB: D2(1), D1(12), P5(29), P4(95), P3(141), P2(62), NO(228), PL(144), OL(955)</p>	<p>The Americas Regional Bureau for the Americas (based in Panama)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Offices (3): Argentina, Panama and the United States of America - Country Offices (11): Brazil, Canada, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Peru and Venezuela (Bolivarian Republic of) - National Offices (6): Belize, Chile, Curaçao, Guyana, Trinidad, and Tobago and Uruguay - Office of Chief of Mission: Dominican Republic - Presence in Aruba, Cuba and Haiti - Regional Coordinator for the Venezuela Situation based in the Regional Bureau for the Americas <p>XB: D2(2), D1(9), P5(17), P4(54), P3(125), P2(127), NO(150), PL(76), OL(1008)</p>
<p>East and Horn of Africa and Great Lakes Regional Bureau for East and Horn of Africa & Great Lakes (based in Nairobi)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Country Offices (11): Burundi, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Somalia, South Sudan, the Sudan, Uganda and the United Republic of Tanzania - Representation to the African Union and the Economic Commission of Africa in Addis Ababa, Ethiopia <p>XB: D2(4), D1(15), P5(52), P4(153), P3(379), P2(233), NO(382), PL(100), OL(2253)</p>	<p>Middle East and North Africa Regional Bureau for Middle East and North Africa (based in Amman)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multi-Country Office: Saudi Arabia - Country Offices (13): Algeria, Egypt, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Mauritania, Morocco, Qatar, Syrian Arab Republic, Tunisia and Yemen - Liaison Offices (2): United Arab Emirates and Western Sahara - Office of Chief of Mission: Libya <p>XB: D2(4), D1(15), P5(39), P4(124), P3(242), P2(130), NO(317), PL(182), OL(1751)</p>			

* UNHCR country and regional presence also includes sub-offices, field offices and field units which are not listed in this chart for ease of use.

Projet de décision générale sur les questions administratives, financières et de programme

Le Comité exécutif,

a) *Rappelle* qu'à sa soixante-douzième session, il a approuvé les programmes et les budgets pour les programmes régionaux et nationaux, les programmes globaux et le Siège dans le cadre du Budget-programme annuel de 2022, tel que contenu dans le document A/AC.96/1213/Rev.1, s'élevant à 8 993 707 996 dollars E.-U. pour 2022 ; *note* que les besoins additionnels prévus dans les budgets supplémentaires en 2022 s'élèvent à 1 540 294 608 dollars E.-U. au 31 mai 2022 ; *approuve* le total des besoins actuels pour 2022 s'élevant à 10 534 002 570 dollars E.-U. ; et *autorise* le Haut-Commissaire à effectuer, dans le cadre de la dotation totale, des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

b) *Confirme* que les activités proposées dans le budget-programme biennal 2023, tel qu'exposées dans le document A/AC.96/1224, sont conformes au Statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/RES/428 (V)) ; aux autres fonctions du Haut-Commissaire reconnues, encouragées ou sollicitées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général, ainsi qu'aux dispositions pertinentes du Règlement de gestion par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires ((A/AC.96/503/Rev.11) ;

c) *Approuve* les programmes et les budgets pour les programmes nationaux et régionaux, les programmes globaux et le Siège au titre du projet de budget-programme de 2023, tels que contenus dans le document A/AC.96/1224 et s'élevant à 10 211 257 217 dollars E.-U. pour 2023, y compris la contribution du budget ordinaire des Nations Unies aux dépenses du Siège, la Réserve des opérations et le Programme des administrateurs auxiliaires ; et *autorise* le Haut-Commissaire, dans le cadre de la dotation totale, à procéder à des ajustements dans les budgets des programmes régionaux, des programmes globaux et du Siège ;

d) *Prend acte* des états financiers de l'année 2021, tels que contenus dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur le rapport financier et les états financiers vérifiés, relatifs aux fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (A/77/5/Add.6), et du rapport du Haut-Commissaire sur les problèmes clés et les mesures prises pour répondre aux recommandations faites dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/AC.96/1223/Add.1) ; et *demande* à être régulièrement informé des mesures prises pour donner suite aux recommandations et observations formulées dans ces documents ;

e) *Demande* au Haut-Commissaire de répondre, dans le cadre des ressources disponibles et avec souplesse et efficacité, aux besoins recensés dans le budget-programme de 2023, *encourage* ses services à être aussi efficaces et efficaces que possible avec les fonds mis à leur disposition pour l'exécution de son mandat, y compris les solutions durables, sans pour autant diminuer la protection et l'assistance vitale pour les personnes relevant de la compétence du HCR, et *l'autorise*, en cas de nouveaux besoins d'urgence ne pouvant pas être intégralement couverts par la Réserve des opérations, à établir des budgets supplémentaires et à lancer des appels spéciaux au titre de tous les piliers, les ajustements ainsi effectués devant être signalés pour examen à la réunion suivante du Comité permanent ;

f) *Reconnaît* avec gratitude la charge que continuent de supporter les pays en développement et les pays les moins avancés accueillant les réfugiés ; et *exhorte* les États membres à reconnaître cette contribution précieuse à la protection des réfugiés et à participer aux efforts visant à promouvoir des solutions durables et un partage plus prévisible et plus équitable de la charge et des responsabilités ; et

g) *Demande instamment* aux États membres, compte tenu de l'immensité des besoins que doit satisfaire le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'appui substantiel de longue date qu'apportent les pays d'accueil de réfugiés, de répondre généreusement et dans un esprit de solidarité à l'appel du Haut-Commissaire à la mobilisation de ressources pour exécuter pleinement le budget-programme de 2023, et de pourvoir, en temps voulu et d'une manière prévisible, l'Organisation en ressources, tout en maintenant les affectations de fonds à un niveau minimum.
